

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME

*Le contenu intégral des actes et des délibérations peut être consulté sur demande auprès du groupement de
l'Administration générale et des affaires juridiques*

*Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime
6 rue du verger
CS 40078
76192 Yvetot Cedex
www.sdis76.fr*



**ARRETES DE MONSIEUR LE PRESIDENT
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

**DELIBERATIONS
DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Réunion du 06 juin 2018

**Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime
6 rue du verger – CS 40078
76192 YVETOT Cedex**



SOMMAIRE DES ARRETES DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

N°	Date	Titre
2018/GAP-1672	20/04/2018	Arrêté portant tableau d'avancement au grade d'adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe
2018/GAP-1679	20/04/2018	Arrêté portant tableau d'avancement au grade d'adjoint technique principal de 1 ^{ère} classe
2018/GAP-1684	20/04/2018	Arrêté portant tableau d'avancement au grade d'adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe
2018/GAP-1714	20/04/2018	Arrêté portant tableau d'avancement au grade d'agent de maîtrise principal
2018/GAP-1823	02/05/2018	Arrêté portant tableau d'avancement au grade de rédacteur



SOMMAIRE DES DELIBERATIONS DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance	N°	Service instructeur	Titre
06/06/18	2018-BCA-39	GAGAJ	Déclaration auprès de la CNIL traitements informatiques de données personnelles
06/06/18	2018-BCA-40	GAGAJ	Organisation des élections professionnelles pour le renouvellement des représentants du personnel siégeant aux instances de gestion du Sdis 76
06/06/18	2018-BCA-41	DIR	Contribution du Sdis de la Seine-Maritime à la mission de préfiguration du projet Nexis
06/06/18	2018-BCA-42	GEAC	Modification du tableau des emplois budgétaires
06/06/18	2018-BCA-43	GEAC	Convention de formation 2018 avec l'ECASC
06/06/18	2018-BCA-44	GEAC	Prêt d'agres au Sdis 59 dans le cadre de l'organisation de leurs concours d'accès aux grades de caporal de sapeurs-pompiers professionnels
06/06/18	2018-BCA-45	G SUD	Convention avec la marine nationale pour mise à disposition de locaux du Cis Gambetta
06/06/18	2018-BCA-46	GAGAJ	Autorisation de manœuvre des véhicules nécessaires à la collecte de déchets

Séance	N°	Service instructeur	Titre
06/06/18	2018-BCA-47	DIR	Convention de partenariat pour une classe de cadet-te-s de la sécurité civile
06/06/18	2018-BCA-48	DIR	Convention de mise à disposition de locaux pour l'organisation du RESCOM 2018
06/06/18	2018-BCA-49	GFCP	Convention pour la mise à disposition d'ovins sur le site de la direction départementale à Yvetot (Eco pâturage)
06/06/18	2018-BCA-50	G IMMO	Nouvelle politique immobilière - convention de financement pour la reconstruction du Cis de Fécamp
06/06/18	2018-BCA-51	GFCP	Sortie de l'actif - vente de matériels



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

Yvetot, le

20 AVR. 2018

**ARRETE N° 2018 / GAP – 1679
portant tableau d'avancement au grade
d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe**

Le Président du Conseil d'Administration
du Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Vu:

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 17,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 79 et 80,
- le décret 2006-1691 du 22 décembre 2006 modifié avec effet au 1er janvier 2007 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté n° 2017/AGAJ-020 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 22 mars 2017 portant délégation de signature au Colonel hors classe Marc VITALBO, directeur départemental adjoint,

Considérant l'avis de la commission administrative paritaire du centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine-Maritime en date du 26 mars 2018,

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Le tableau annuel d'avancement au grade d'adjoint technique principal de 1^{ère} classe est fixé comme suit pour l'année 2018 :

NOM - Prénom	Situation actuelle	Date d'effet de l'avancement
MABILLE Rémy	Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe (9 ^{ème} échelon)	01/01/2018
VIOGNE Jean-Claude	Adjoint technique principal de 2 ^{ème} classe (9 ^{ème} échelon)	01/01/2018

ARTICLE 2^e : Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Président du centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine-Maritime.

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental adjoint,


Colonel hors classe Marc VITALBO



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

Yvetot, le

20 AVR. 2018

**ARRETE N° 2018 / GAP – 1714
portant tableau d'avancement au grade
d'agent de maîtrise principal**

Le Président du Conseil d'Administration
du Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Vu:

- le code général des collectivités territoriales,
 - la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 17,
 - la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 79 et 80,
 - le décret n° 88-547 du 6 mai 1988 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux,
 - l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
 - l'arrêté n° 2017/AGAJ-020 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 22 mars 2017 portant délégation de signature au Colonel hors classe Marc VITALBO, directeur départemental adjoint,
- Considérant l'avis de la commission administrative paritaire du centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine-Maritime en date du 26 mars 2018,
Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Le tableau annuel d'avancement au grade d'agent de maîtrise principal est fixé comme suit pour l'année 2018 :

NOM - Prénom	Situation actuelle	Date d'effet de l'avancement
HEUZE Bruno	Agent de maîtrise (8 ^{ème} échelon)	01/02/2018
BACHELET Sébastien	Agent de maîtrise (8 ^{ème} échelon)	01/08/2018
BIENDINE Francis	Agent de maîtrise (6 ^{ème} échelon)	01/12/2018

ARTICLE 2^e : Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Président du centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine-Maritime.

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental adjoint,


Colonel hors classe Marc VITALBO

**ARRETE N° 2018 / GAP – 1672
portant tableau d'avancement au grade
d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe**

Le Président du Conseil d'administration
du Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Vu:

- le code général des collectivités territoriales,
 - la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 17,
 - la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 79 et 80,
 - le décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux,
 - l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
 - l'arrêté n° 2017/AGAJ-020 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 22 mars 2017 portant délégation de signature au Colonel hors classe Marc VITALBO, directeur départemental adjoint,
- Considérant l'avis de la commission administrative paritaire du centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine-Maritime en date du 26 mars 2018,
Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Le tableau annuel d'avancement au grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe est fixé comme suit pour l'année 2018 :

NOM - Prénom	Situation actuelle	Date d'effet de l'avancement
CROMBEZ Laurence	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe (9 ^{ème} échelon)	01/01/2018
DELALANDRE Christine	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe (6 ^{ème} échelon)	01/01/2018
MARVIN Delphine	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe (7 ^{ème} échelon)	01/01/2018
NDOUBA Isabelle	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe (7 ^{ème} échelon)	01/07/2018
CHERON Jennifer	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe (6 ^{ème} échelon)	01/10/2018
GRISEL Claire	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe (6 ^{ème} échelon)	01/11/2018
POULAIN Odile	Adjoint administratif principal de 2 ^{ème} classe (8 ^{ème} échelon)	01/12/2018

ARTICLE 2^e : Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Président du centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine-Maritime.

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental adjoint,



Colonel hors classe Marc VITALBO

**ARRETE N° 2018 / GAP – 1684
portant tableau d'avancement au grade
d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe**

Le Président du Conseil d'Administration
du Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Vu:

- le code général des collectivités territoriales,
 - la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 17,
 - la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 79 et 80,
 - le décret 2006-1691 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux,
 - l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
 - l'arrêté n° 2017/AGAJ-020 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 22 mars 2017 portant délégation de signature au Colonel hors classe Marc VITALBO, directeur départemental adjoint,
- Considérant l'avis de la commission administrative paritaire du centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine-Maritime en date du 26 mars 2018,

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Le tableau annuel d'avancement au grade d'adjoint technique principal de 2^{ème} classe est fixé comme suit pour l'année 2018:

NOM-Prénom	Situation actuelle	Date d'effet de l'avancement
BENARD Stéphane	Adjoint technique (9 ^{ème} échelon)	01/01/2018
HUROT Eric	Adjoint technique (8 ^{ème} échelon)	01/01/2018
MARNE Gilles	Adjoint technique (10 ^{ème} échelon)	01/01/2018
MORET Sophie	Adjoint technique (8 ^{ème} échelon)	01/01/2018

ARTICLE 2° : Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Président du centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine-Maritime.

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental adjoint,

Colonel hors classe Marc VITALBO

**ARRETE N° 2018 / GAP – 1823
portant tableau d'avancement au grade
de rédacteur**

Le Président du Conseil d'Administration
du Service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime

Vu:

- le code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 17,
- la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,
- l'arrêté n° 2015/AGAJ-53 en date du 29 avril 2015 du Président du Département portant désignation de Monsieur André GAUTIER, président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,
- l'arrêté n° 2017/AGAJ-019 du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 22 mars 2017 portant délégation de signature au Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE, directeur départemental,

Considérant l'avis de la commission administrative paritaire du centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine-Maritime en date du 12 mars 2018,

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours de la Seine-Maritime,

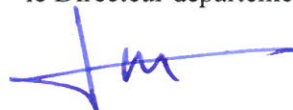
ARRETE

ARTICLE 1^{er} : Le tableau annuel d'avancement au grade de rédacteur est fixé comme suit pour l'année 2018 :

NOM - Prénom	Situation actuelle	Date d'effet de l'avancement
DELAROQUE Mélanie	Adjoint administratif principal de 1 ^{ère} classe (4 ^{ème} échelon)	01/05/2018

ARTICLE 2^e : Monsieur le Directeur départemental des Services d'incendie et de secours est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à Monsieur le Président du centre départemental de gestion de la fonction publique territoriale de la Seine-Maritime.

Pour le Président,
et par délégation,
le Directeur départemental,



Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE

Annexe 8 : Bordereau de dépôt de documents valant accusé de réception



PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

A ETABLIR EN DOUBLE
EXEMPLAIRE

**BORDEREAU DE DEPOT DE DOCUMENTS
VALANT ACCUSE DE RECEPTION ***

COLLECTIVITÉ

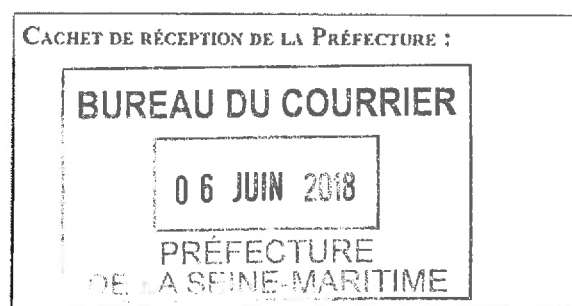
Service départemental d'incendie et de secours
6, rue du verger
CS 40078
76192 YVETOT Cedex

DATE D'ENVOI :

= 6 JUIN 2018

Désignation des pièces : objet	Référence de l'acte	Observations éventuelles de pré-contrôle de légalité
Déclaration auprès de la CNIL traitements informatiques de données personnelles	2018-BCA-39	Bureau du 06 juin 2018
Organisation des élections professionnelles pour le renouvellement des représentants du personnel siégeant aux instances de gestion du Sdis 76	2018-BCA-40	Bureau du 06 juin 2018
Contribution du Sdis de la Seine-Maritime à la mission de préfiguration du projet Nexis	2018-BCA-41	Bureau du 06 juin 2018
Modification du tableau des emplois budgétaires	2018-BCA-42	Bureau du 06 juin 2018
Convention de formation 2018 avec l'ECASC	2018-BCA-43	Bureau du 06 juin 2018
Prêt d'agres au Sdis 59 dans le cadre de l'organisation de leurs concours d'accès aux grades de caporal de sapeurs-pompiers professionnels	2018-BCA-44	Bureau du 06 juin 2018
Convention avec la marine nationale pour mise à disposition de locaux du Cis Gambetta	2018-BCA-45	Bureau du 06 juin 2018
Autorisation de manœuvre des véhicules nécessaires à la collecte de déchets	2018-BCA-46	Bureau du 06 juin 2018

Convention de partenariat pour une classe de cadet-te-s de la sécurité civile	2018-BCA-47	Bureau du 06 juin 2018
Convention de mise à disposition de locaux pour l'organisation du RESCOM 2018	2018-BCA-48	Bureau du 06 juin 2018
Convention pour la mise à disposition d'ovins sur le site de la direction départementale à Yvetot (eco-pâturage)	2018-BCA-49	Bureau du 06 juin 2018
Nouvelle politique immobilière - convention de financement pour la reconstruction du Cis de Fécamp	2018-BCA-50	Bureau du 06 juin 2018
Sortie de l'actif - vente de matériels	2018-BCA-51	Bureau du 06 juin 2018



** seuls les documents répondant à l'obligation de transmission doivent être communiqués à la préfecture*

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**DECLARATIONS AUPRES DE LA CNIL TRAITEMENTS INFORMATIQUES
DE DONNEES PERSONNELLES**

Le 06 juin 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 mai 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi informatique et liberté n°78-17 du 06 janvier 1978,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

**

Il convient de procéder à une réactualisation des déclarations auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), du fait de l'utilisation de nouveaux logiciels ou de l'évolution des logiciels déjà déclarés.

Ainsi, eu égard au traitement et à la collecte de données personnelles, il appartient au Service départemental d'incendie et de secours de Seine-Maritime (Sdis 76) de déclarer les logiciels suivants à la CNIL :

- **ELISE** est un logiciel de gestion électronique du courrier mettant en œuvre des systèmes d'acquisition, d'indexation, de classement, de stockage d'information, d'accès (navigation et recherche) et de diffusion du courrier. Elle participe ainsi aux processus de collaboration, de capitalisation et d'échange d'informations. Elle intègre à cet effet un index des destinataires et des expéditeurs, des documents comportant des données personnelles et toutes les actions des utilisateurs en les horodatant

- le **SYSTEME DE GESTION OPERATIONNELLE** dispose d'une composante de prise d'alerte, permettant de traiter des données d'identification personnelle des personnes sollicitant une intervention des sapeurs-pompiers, des auteurs ou des victimes d'un accident (nom, prénom, adresse et numéro de téléphone), d'une composante d'enregistrement des alertes et d'une composante permettant de planifier les tâches des sapeurs-pompiers, les cycles garde et leurs formations.

Ce système de gestion opérationnelle utilise également un logiciel d'enregistrement permettant d'enregistrer des données de communications téléphoniques (numéro de téléphone des appelants), radiophoniques et informatiques, ainsi qu'une bande son des appels conservant des données d'identification personnelle de l'opérateur, des personnes sollicitant une intervention des sapeurs-pompiers, des témoins, des auteurs ou des victimes d'un accident.

Le système de gestion opérationnelle est composé de plusieurs logiciels :

- I/CAD est le logiciel de base du système de gestion opérationnelle qui est composé de sous-modules I/TEL, I/DISPATCHER, CADDBM, etc...
- AUTOCS est un logiciel permettant de faire fonctionner les consoles d'alerte SYSERA
- AUTOCSWEB est l'interface de gestion des données pré et post opérationnelles.

Par ailleurs, ces logiciels utilisent la base de données appelée DWH qui est un entrepôt de données servant à réaliser notamment des enquêtes et des analyses, et qui regroupe les différentes sources de données précédemment citées.

- **WEB DAG** est un outil permettant la dématérialisation des entretiens professionnels des agents du Sdis 76. A ce titre, des données personnelles telles que les appréciations sur les compétences professionnelles ou la manière de servir des agents sont intégrées dans ce logiciel.

- **AGENDIS** est un logiciel de gestion individualisée du temps de travail des sapeurs-pompiers professionnels. Ce logiciel utilise les données personnelles des sapeurs-pompiers à la garde afin de garantir le non dépassement des plafonds européens de temps de présence au semestre des agents référencés dans le logiciel.

Le RGPD rentrant en vigueur le 25 mai 2018, le Sdis a dû procéder à titre très exceptionnel aux différentes déclarations avant la tenue de la présente instance. Aussi, il vous est proposé à titre de régularisation de bien vouloir valider les démarches et les actes rendus nécessaires pour procéder aux déclarations auprès de la CNIL réalisées par le président au titre de sa qualité de responsable des traitements.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**ORGANISATION DES ELECTIONS PROFESSIONNELLES
POUR LE RENOUVELLEMENT DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL
SIEGEANT AUX INSTANCES DE GESTION DU SDIS 76**

Le 06 juin 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 mai 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le décret n°85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,*
- *le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,*
- *le décret n°89-229 du 17 avril 1989 relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements,*
- *le décret n° 97-279 du 24 mars 1997 relatif aux commissions administratives paritaires et aux comités techniques paritaires des sapeurs-pompiers professionnels,*
- *le décret n° 2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation des femmes et des hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique,*
- *le décret n° 2018-55 du 31 janvier 2018 relatif aux instances de représentation professionnelle de la fonction publique territoriale,*
- *le décret n° 2018-184 du 14 mars 2018 modifiant le décret n° 95-1018 du 14 septembre 1995 fixant la répartition des fonctionnaires territoriaux en groupes hiérarchiques en application de l'article 90 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

**

Dans le cadre des élections professionnelles qui se dérouleront le 06 décembre 2018 afin de pourvoir au renouvellement des représentants du personnel au sein du Comité technique (CT), du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et de la Commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C (CAP SPP C) du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, le Bureau du Conseil d'administration doit, pour chacune de ces instances, délibérer sur le nombre de sièges à pourvoir ainsi que sur le maintien du paritarisme et ce après consultation des organisations syndicales représentées.

Il est à noter que l'ensemble des listes déposées par les organisations syndicales dans le cadre des prochaines élections devra, en application des dispositions du décret n°2017-1201 du 27 juillet 2017 relatif à la représentation équilibrée entre les femmes et les hommes au sein des organismes consultatifs de la fonction publique, respecter la proportion femmes/hommes telle qu'issue des effectifs arrêtés au 1^{er} janvier 2018.

1 – COMITÉ TECHNIQUE (CT)

Le CT concerne l'ensemble des personnels ; les sapeurs-pompiers professionnels comme les agents relevant des autres filières (administrative, technique et médico-sociale principalement).

Dans le cadre des élections professionnelles concernant le renouvellement des membres siégeant au CT, le Bureau du Conseil d'administration doit délibérer sur le nombre de représentants titulaires du personnel à ce comité (*art 1 du décret n° 85-565 du 30 mai 1985*).

Ce décret n°85-565 précise les fourchettes de valeurs pour déterminer le nombre de représentants du personnel titulaires. Le tableau ci-dessous indique ces valeurs.

Effectifs	Nombre de représentants titulaires du personnel
Au moins égal à 50 et inférieur à 350	Entre 3 et 5 représentants
Au moins égal à 350 et inférieur à 1000	Entre 4 et 6 représentants
Au moins égal à 1000 et inférieur à 2000	Entre 5 et 8 représentants
Au moins égal à 2000	Entre 7 et 15 représentants

L'effectif des personnels retenu pour déterminer les seuils applicables doit être apprécié au 1^{er} janvier 2018, soit un effectif de 1 144 agents comprenant 178 femmes soit 15,56% des effectifs et 966 hommes soit 84,44% des effectifs.

Pour mémoire, le décret n° 2011-2010 du 27 décembre 2011 modifiant le décret n° 85-565 a supprimé l'obligation de parité numérique au sein du CT.

Néanmoins, conformément au décret précité, le Bureau du conseil d'administration peut délibérer pour maintenir la parité numérique au sein de cette instance après avis des organisations syndicales et décider que soit recueilli le vote du collège des représentants de l'administration pour tous les rapports qui seront soumis au CT.

Il appartient au président du Conseil d'administration de désigner les membres représentant l'établissement et leurs suppléants (*art. 4 du décret n°85-565 du 30 mai 1985 relatif aux comités techniques des collectivités locales et de leurs établissements publics*).

Après la consultation des organisations syndicales le 29 mai 2018, il est proposé de fixer à six le nombre de représentants titulaires du personnel, de maintenir la parité numérique au sein du comité technique et de recueillir le vote des représentants de l'établissement pour tous les rapports soumis au CT.

*

**

2 – COMITE D'HYGIÈNE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CHSCT)

Le CHSCT concerne l'ensemble des personnels ; les sapeurs-pompiers professionnels et les agents relevant des autres filières (administrative, technique et médico-sociale principalement).

Le CHSCT comprend des représentants de l'établissement public désignés par l'autorité territoriale et des représentants du personnel désignés par les organisations syndicales.

Le nombre de représentants de l'établissement ne peut dépasser le nombre de représentants du personnel. Le Bureau du conseil d'administration doit fixer le nombre de représentants dans chaque collège.

Le décret n°85-603 précise les fourchettes de valeurs pour déterminer le nombre de représentants du personnel titulaires. Le tableau ci-dessous indique ces valeurs.

Effectifs	Nombre de représentants titulaires du personnel
Au moins égal à 50 et inférieur à 200	Entre 3 et 5 représentants
Supérieur à 200	Entre 3 et 10 représentants

L'effectif des personnels retenu pour déterminer les seuils applicables doit être apprécié au 1^{er} janvier 2018, soit un effectif de 1 144 agents comprenant 178 femmes soit 15,56% des effectifs et 966 hommes soit 84,44% des effectifs.

Il appartient au président du Conseil d'administration de désigner les membres représentant l'établissement et leurs suppléants parmi les membres de l'organe délibérant ou des agents de l'établissement (*art. 31 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique*).

Après la consultation des organisations syndicales le 29 mai 2018, il est proposé de fixer à six le nombre de représentants titulaires du personnel, de maintenir la parité numérique et de recueillir le vote des représentants de l'établissement pour tous les rapports soumis au CHSCT.

*

**

3 – COMMISSION ADMINISTRATIVE PARITAIRE DES SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS DE CATÉGORIE C (CAP SPP C)

La CAP SPP C concerne l'ensemble des sapeurs-pompiers professionnels de la catégorie C. Elle comprend des représentants de l'établissement public désignés par l'autorité territoriale et des représentants du personnel désignés par les organisations syndicales.

Les membres représentant l'administration ou l'autorité territoriale sont désignés en respectant une proportion minimale de 40% de personnes de chaque sexe conformément à l'art 54 de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012.

Le décret n° 89-229 précise les fourchettes de valeurs pour déterminer le nombre de représentants du personnel titulaires. Le tableau ci-dessous indique ces valeurs.

Effectifs	Représentants titulaires	Groupe supérieur (GS) / groupe de base (GB)
Effectif < 40	3 représentants	1GS + 2GB
40 <effectif<250	4 représentants	1GS + 3GB
250<effectif<500	5 représentants	2GS + 3GB
500< effectif<750	6 représentants	2 GS +4 GB
750< effectif<1000	7 représentants	2 GS + 5 GB
Effectif >1000	8 représentants	3 GS + 5 GB

Si l'effectif du groupe supérieur est plus important que l'effectif du groupe de base, la répartition des représentants de chaque groupe doit être inversée. De plus, si un groupe comporte moins de quatre agents, la CAP ne comprend aucun représentant de ce groupe.

L'effectif des personnels retenu pour déterminer les seuils applicables doit être apprécié au 1^{er} janvier 2018. Un recensement des effectifs à cette date fait apparaître un effectif de 690 agents, dont 26 femmes soit 3,77% des effectifs et 664 hommes soit 96,23% des effectifs avec une répartition de **0 agent** pour le groupe de base et de **690 agents** pour le groupe hiérarchique supérieur.

En effet, avec l'impact du PPCR, le groupe hiérarchique de base ne concerne plus que le grade de sapeur, les caporaux ont été quant à eux basculés sur le groupe hiérarchique supérieur. Par voie de conséquence et en application des dispositions de l'article 2 du décret n°89-229, les sièges de représentants du personnel relèveront du groupe hiérarchique supérieur.

Il vous est proposé de prendre acte que le nombre de représentants du personnel à la CAP SPP C est fixé à 6 membres représentant le groupe hiérarchique supérieur.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et décident de :

- *fixer à 6 le nombre de représentants titulaires du personnel, maintenir la parité au sein du comité technique et recueillir le vote du collège des représentants de l'établissement,*
- *fixer à 6 le nombre de représentants titulaires du personnel, maintenir la parité au sein du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail et recueillir le vote du collège des représentants de l'établissement,*
- *acter à six le nombre de représentants du personnel à la commission administrative paritaire des sapeurs-pompiers professionnels de catégorie C avec six membres représentant le groupe hiérarchique supérieur.*

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

N°2018-BCA-41

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONTRIBUTION DU SDIS DE LA SEINE-MARITIME A LA MISSION
DE PREFIGURATION DU PROJET NEXSIS**

Le 06 juin 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 mai 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

**

Dans un contexte marqué notamment par la multiplication des crises à cinétique rapide et inter-services, le président de la République a, dans son discours du 6 octobre 2017, insisté sur les enjeux portés par la transformation numérique pour la sécurité civile et a souhaité que la France se dote d'un système d'information et de commandement de sécurité civile, tant dans la gestion quotidienne que pour la gestion des crises.

Afin d'engager un programme destiné à la création d'un système d'information et de commandement unifié des services d'incendie et de secours et de la sécurité civile, le ministre de l'intérieur a institué une mission de préfiguration dont il a confié la direction au préfet Guillaume Lambert. Ce projet national est dénommé « NexSIS ».

Ainsi la création d'un système unifié de gestion des appels, des alertes et des opérations (NexSIS) entre tous les services d'incendie et de secours apparaît comme une opportunité à saisir. Les études préalables à la réalisation de ce projet structurant conduites par le préfet Guillaume Lambert ont permis de déterminer un coût estimé à 150 M€ pour la période 2018 – 2027.

Les travaux de la mission de préfiguration reprennent depuis mars 2018 avec le concours de Sdis contributeurs disposant de ressources métiers expérimentées, l'appui de la DGSCGC, de la DSIC et d'autres directions du ministère de l'intérieur dans l'objectif de finaliser un plan projet et d'en valider le coût global.

Suite à la visite des collaborateurs du Préfet Guillaume Lambert au CTA/CODIS fin février, le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis76) a été sollicité pour disposer de la description des fonctionnalités de son SGO unifié et les membres de la mission de préfiguration ont été fortement intéressés par l'expertise et la connaissance de son équipe projet dans l'objectif d'atteindre au plus vite pour les premières versions NexSIS un niveau équivalent. Le Sdis76 est désormais reconnu au niveau national pour disposer d'un système unifié SGA-SGO performant et récent.

En contribuant dès sa conception à ce programme de modernisation nationale, les équipes du Sdis76 sont valorisées et permettent ainsi de faire reconnaître la technicité et l'expérience acquise par l'établissement public.

Par son implication dès les prémices du projet, le Sdis 76 bénéficie ainsi de meilleures conditions d'information et devient un acteur majeur sur les évolutions technologiques et fonctionnelles du futur outil national sans crainte d'une régression par rapport au SGO actuel pour lequel le Sdis76 envisage une migration au titre de l'année 2027.

La présente convention de partenariat, qui entre dans le champ d'action des missions de la sécurité civile, se traduit par **une contribution effective** du Sdis76 au profit de la mission de préfiguration du projet NexSIS.

Le partenariat proposé par la mission de préfiguration est transcrit au sein de la présente convention dans laquelle :

- le Sdis76 s'engage à contribuer au projet par la participation de personnels qualifiés dans les domaines des systèmes d'information et de communication, de la gestion du traitement des alertes et de la gestion opérationnelle en produisant des propositions et l'animation de groupes de travail en contrepartie d'une indemnisation assurée par le ministère de l'intérieur (charge de personnel et frais de déplacements), d'une meilleure anticipation au déploiement et la connaissance de toute la conduite du projet,

Les modalités financières de prise en charge par l'Etat des frais engagés pour les contributions effectives sont définies sur la base d'un forfait jour-agent, comptabilisable également par demi-journée.

- pour les travaux régulièrement assurés in-situ au titre de la préfiguration, le montant du forfait jour-agent est égal à 250 euros.
- pour les frais de déplacement et de restauration, un remboursement par l'Etat des frais de déplacement des fonctionnaires territoriaux.

La convention de partenariat entre l'Etat et le Sdis de la Seine-Maritime pour sa contribution à la mission de préfiguration du projet NexSIS est présentée en annexe.


Il vous est donc proposé d'autoriser le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

Convention de partenariat signée entre l'État et le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime pour sa contribution de services à la mission de préfiguration du projet NexSIS

Entre :

- le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, représenté par Monsieur André GAUTIER, le président de son conseil d'administration d'une part, dénommé ci-après le « SDIS 76 »,
- et
- le ministère de l'Intérieur, représenté par le directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises, d'autre part, dénommé ci-après « le ministère »,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Vu le code de la sécurité intérieure,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de la défense,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État,
Vu la lettre du ministre de l'intérieur instituant la mission de préfiguration du système d'information unifié de gestion des alertes et de gestion opérationnelle (SGA-SGO) des SIS et de la sécurité civile,
Considérant l'intérêt général d'un échange de connaissances et compétences entre l'administration centrale et le SDIS 76 dans un domaine relevant des services d'incendie et de secours et de la sécurité civile,

Préambule

Conformément à la loi 2004-811 du 13 août 2004, relative à la modernisation de la sécurité civile, qui confie à l'État au plan national le rôle de garant de la cohérence de la sécurité civile et de définition de sa doctrine opérationnelle, afin d'engager un programme destiné à la création d'un système d'information unifié de gestion des alertes et de gestion opérationnelle des SIS et de la sécurité civile, le ministre de l'intérieur a institué une mission de préfiguration dont il a confié la direction au Préfet Guillaume Lambert, pour élaborer la structure de portage d'un tel projet et en débiter les spécifications.

Pour répondre aux attentes opérationnelles de terrain, les travaux de conception assurés au sein de cette mission de préfiguration sont ouverts aux métiers des différents services d'incendie et de secours qui, conformément à la loi 96-369 du 3 mai 1996 relative à l'organisation des services d'incendie et de secours, doivent disposer d'un CODIS et d'un ou plusieurs CTA, équipés d'un SGA-SGO pour répondre à leurs besoins opérationnels.

Article 1 : Objet

La présente convention de partenariat, qui entre dans le champ d'action des missions de la sécurité civile, se traduit par une **contribution effective** du SDIS 76 au profit de la mission de préfiguration du projet NexSIS, par une partie de ses personnels qualifiés dans les domaines des systèmes d'information et de communication, de la gestion du traitement des alertes et de la gestion opérationnelle, au titre des spécifications du projet et bénéficiant d'une connaissance approfondie favorisant les évolutions à venir.

Article 2 : Intérêt des parties prenantes

En disposant de ressources métiers expérimentées, en lien avec la réalité du terrain, connaissant les contraintes et les atouts de l'écosystème des services d'incendie et de secours, la mission de préfiguration bénéficie de compétences éprouvées immédiatement opérationnelles pour ses besoins de conception.

En contribuant dès sa conception à ce programme de modernisation national, les équipes du SDIS 76 pourront participer aux orientations métiers nécessaires aux besoins de leur propre établissement et bénéficier de meilleures conditions d'information favorables à un futur déploiement de cette solution technologique adaptée aux besoins de la profession, pour lequel le SDIS 76 envisage une migration au titre de l'année 2027.

Article 3 : Moyens mis en œuvre par le SDIS 76

En concertation avec le chef de la mission de préfiguration, le SDIS 76 met à la disposition de cette dernière un **groupe de personnels expérimentés**, de tous statuts, ainsi que leurs outils de travail habituels dans un domaine lié à ce projet pour contribuer par la production de travaux effectifs, notamment au sein d'ateliers de travail, en tant qu'animateur de groupes constitués d'autres SDIS participant ou de production de documents.

Il arrête la liste des cadres et des agents autorisés à participer régulièrement ou ponctuellement aux contributions de la mission de préfiguration et désigne au besoin le référent de cette équipe partenaire.

Cette activité n'entre pas dans le domaine de la prise des informations liée au projet ou à la communication des avis consultatifs qui pourront être ouverts aux différents services d'incendie et de secours à des étapes clefs de ce programme de modernisation.

Article 4 : Ressources mises à disposition par le ministère

Le ministère assure l'organisation matérielle et fonctionnelle des contributions collaboratives des acteurs partenaires pour permettre ses travaux d'étude et de conception.

Il autorise les agents du SDIS 76, pour les activités qui leur sont confiées, après avis du chef de la mission de préfiguration, dans le respect des règles en vigueur, à disposer d'accès à ses locaux et à ses matériels, dans la limite des besoins.

Article 5 : Durée

La mise à disposition des ressources prend effet à compter du 1^{er} mars 2018 pour une période de 2 ans et pourra être prolongée par reconduction expresse en cas de délais constatés dans la réalisation du projet et attentes partagées sur les évolutions du système, ou faire l'objet d'avent selon les besoins réciproques.

Pour des motifs sérieux, celle-ci pourra également être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée trois mois avant l'échéance souhaitée.

Article 6 : Conditions d'emploi

Le SDIS 76 continue à assurer la gestion administrative des personnels qui participent aux travaux de la mission de préfiguration du projet NexSIS.

Durant la période de la mission et dans le cadre des travaux qui leur sont confiés, les personnels du SDIS 76 sont ponctuellement placés pour emploi sous l'autorité du chef de la mission de préfiguration ou, par délégation, sous l'autorité du responsable de pôle qui sera désigné.

Dans le cadre de cette convention, les activités de contribution du ou des personnels du SDIS 76 sont soit réalisées in-situ dans les locaux de la mission de préfiguration (pour lesquels les agents concernés seront expressément missionnés par leur établissement), soit assurées dans leur département d'affectation et font l'objet d'échanges avec des responsables de pôle ou de thématiques spécifiques dans le cadre de télétravail au moyen d'outils de communication professionnels (messagerie, téléphone, visioconférence, site collaboratif...).

Article 7 : Clauses financières

Compte-tenu des intérêts partagés des parties prenantes, le ministère assure la prise en charge des frais engagés pour les contributions effectives, sur la base d'un forfait jour-agent, comptabilisable également à la demi-journée.

Pour les travaux assurés, portant l'agent pleinement à disposition de la mission de préfiguration, pour toute activité liée à la mission de préfiguration, le montant du forfait jour-agent est égal à 250 euros.

Les frais de déplacement et de restauration qui ne sont pas pris en charge par le ministère sont remboursés au SDIS 76 dans la limite de la réglementation afférente aux frais de déplacement des fonctionnaires territoriaux.

Ces demandes de prise en charge sont formalisées au moyen d'un titre de recette exécutoire, établi au vu d'un état validé par le chef de la mission de préfiguration ou de son représentant, au ministère de l'intérieur, direction générale de la sécurité civile et de la gestion des crises, mission de préfiguration du projet NexSIS, place Beauvau 75800 Paris Cedex 08.
Le dossier comptable produit à l'appui de chacune de ces demandes comprend un état liquidatif des dépenses à rembourser, un titre de recette exécutoire et toutes pièces justificatives utiles.

Article 8 : Assurances

Le SDIS 76 garantit la couverture des risques statutaires et risques divers des personnels missionnés au bénéfice de la mission de préfiguration.

L'État garantit la couverture des risques inhérents à sa responsabilité en matière de sécurité des activités de service et des moyens mis à dispositions des personnels du SDIS 76.

Article 9 : Modalités de gestion

Le partenariat entre le SDIS 76 et la mission de préfiguration du projet NexSIS s'exerce dans le respect mutuel de la discrétion et de la confidentialité.

Le SDIS 76 et les personnels désignés disposeront d'un accès aux informations présentant l'avancement global du programme ainsi que l'ensemble des données nécessaires à la participation effective aux travaux du ou des domaines concernés.

Les personnels qui participent aux travaux de la mission de préfiguration adhèrent et signent la charte de confidentialité définissant leurs obligations en matière de discrétion, de devoir de réserve et de savoir être.

Dans le cadre de ce partenariat, le SDIS 76 sera tenu informé des éventuelles difficultés rencontrées, comme des actions particulièrement remarquables liées à l'activité de ses personnels.

La présente convention pourra, le cas échéant, être précisée par des conventions établies par les représentants des signataires.

Article 10 : Juridiction compétente en cas de litige

En cas de désaccord, les parties s'engagent au préalable à tenter de résoudre leurs points de divergences par accord amiable. À défaut, tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du tribunal administratif de Paris.

Article 11 : Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire du paiement des sommes dues en application de la présente convention est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel.

Article 12 : Imputation budgétaire des paiements

Les paiements du ministère de l'Intérieur sont imputés sur le programme 161 de la sécurité civile.

Fait à Paris, le _____ en 2 exemplaires

Le Président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime,

Le Ministre de l'Intérieur,

Monsieur André GAUTIER.

N°2018-BCA-42

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES

Le 06 juin 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 mai 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,*
- *la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Tableau 1 : Effectifs au 1^{er} juin 2018

I - Création et suppression de postes

- **Création temporaire :** néant
- **Création permanente :** néant
- **Suppression :** néant

II - Ajustement des emplois budgétaires

a) au sein de la filière administrative et technique

- 1 poste d'adjoint technique transformé en poste d'ingénieur ;
- 2 postes d'adjoints techniques transformés en postes d'agents de maîtrise ;
- 1 poste d'adjoint technique transformé en poste d'adjoint administratif ;

III – Postes vacants susceptibles d'être pourvus par des agents contractuels

En l'absence de candidats titulaires répondant au profil recherché, les postes suivants pourront être tenus par des agents contractuels recrutés sur la base de l'article 3-2 ou de l'article 3-3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

- Ingénieur systèmes et réseaux, ingénieur à technicien principal de 1^{ère} classe au sein du groupement des Systèmes d'informations ;
- Gestionnaire immobilier, référent groupement Est, technicien à technicien principal de 1^{ère} classe au sein du groupement Immobilier ;
- Assistant gestion administrative et technique, cadre d'emplois des adjoints administratifs au sein du groupement technique et logistique.

Dans le cadre du remplacement temporaire de fonctionnaires ou d'agents contractuels, le poste suivant pourra être tenu par un agent contractuel recruté sur la base de l'article 3-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale :

- Menuisier, adjoint technique à agent de maîtrise au sein du centre technique départemental de Tourville-la-Rivière.

Tableau 2 : Effectifs au 1^{er} juillet 2018

I - Création et suppression de postes

- **Création temporaire** : néant
- **Création permanente** : néant
- **Suppression** : 1 poste de commandant

Pour information : Le conseil d'administration, par délibération du 14 février 2018 prise après avis du comité technique du 31 janvier 2018 a acté la suppression d'un poste de commandant en prévision du départ en retraite d'un agent. Cette suppression de poste ne pouvait être prise en considération dans le tableau des effectifs qu'à compter du départ effectif de l'agent.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE MARITIME
TABLEAU DES EMPLOIS BUDGETAIRES AU 1er JUIN 2018

EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 01/06/18			ECART POURVUS / BUDGETAIRES
		BCA du 04/04/18	Création de poste	Suppression de poste	BCA du 06/05/18	Titulaires	Contractuels	Effectif total	
Directeur départemental	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0
Directeur départemental adjoint	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0
EMPLOIS FONCTIONNELS		2	0	0	2	2	0	2	0
A1	Contrôleur général	0			0	0	0	0	0
	Colonel hors classe	0			0	0	0	0	0
	Colonel	0			0	0	0	0	0
	Lieutenant Colonel	10			10	10	0	10	0
A2	Commandant	23			23	23	0	23	0
	Capitaine	32			32	28	0	28	-4
B1	Lieutenant hors classe	5			5	5	0	5	0
B2	Lieutenant 1ère classe	40			40	35	0	35	-5
B3	Lieutenant 2ème classe	26			26	21	0	21	-5
C1	Adjoints	214			214	209	0	209	-5
	Sergents	154			154	149	0	149	-5
C2	Caporal-chef	75			75	73	0	73	-2
	Caporal	292			292	275	14	289	-3
C3	Sapeur	24			24	24	0	24	0
FILIERE SPP hors SSSM		895	0	0	895	852	14	866	-29
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			1	1	0	1	0
	Médecin hors classe	2			2	1	1	2	0
	Médecin de classe normale	0			0	0	0	0	0
	Pharmacien hors classe	1			1	1	0	1	0
	Pharmacien de classe normale	1			1	1	0	1	0
A	Cadre de santé de 1ère classe	1			1	1	0	1	0
A	Cadre de santé de 2ème classe	0			0	0	0	0	0
A	Infirmier hors classe	1			1	1	0	1	0
A	Infirmier de classe supérieure	3			3	3	0	3	0
A	Infirmier de classe normale	0			0	0	0	0	0
FILIERE SSSM		10	0	0	10	9	1	10	0
A1	Directeurs Territoriaux	1			1	0	1	1	0
A2	Attachés Territoriaux	11			11	9	2	11	0
B	Rédacteurs Territoriaux	39			39	33	6	39	0
C	Adjointes Administratives	95	1		96	90	4	94	-2
FILIERE ADMINISTRATIVE		146	1	0	147	132	13	145	-2
B	Assistant socio-éducatif principal	1			1	1	0	1	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0	1	1	0	1	0
A	Ingénieurs territoriaux	9	1		10	6	3	9	-1
B	Techniciens territoriaux	27			27	20	6	26	-1
C1	Agents de Maîtrise	27	2		29	26	2	28	-1
C2	Adjointes Techniques	42		4	38	35	2	37	-1
FILIERE TECHNIQUE		105	3	4	104	87	13	100	-4
TOTALS		1159	4	4	1159	1083	41	1124	-35
	Caporal	8			8	0	0	0	-8
	Lieutenant 1ère classe	1			1	1	0	1	0
	Capitaine	0			0	0	0	0	0
		9	0	0	9	1	0	1	-8

Effectifs non permanents	nombre
contractuels	2
Engagés de service civique	0
Apprentis	2
Emplois d'avenir	2
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	1
Agent mis à disposition TOTAL/CNPE/ETAT	5

* effectif non permanent (remplacement malade, surcroît d'activité, maternité...)

EFFECTIFS		POSTES BUDGETAIRES				PREVISIONNEL POSTES POURVUS au 01/07/18			ECART POURVUS / BUDGETAIRES
		RCA du 06/06/18 Effectifs au 01/06/2018	Création de poste	Suppression de poste	RCA du 06/06/18 Effectifs au 01/07/2018	Titulaires	Contractuels	Effectif total	
Directeur départemental	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0
Directeur départemental adjoint	Colonel hors classe	1			1	1	0	1	0
EMPLOIS FONCTIONNELS		2	0	0	2	2	0	2	0
A1	Contrôleur général	0			0	0	0	0	0
	Colonel hors classe	0			0	0	0	0	0
	Colonel	0			0	0	0	0	0
	Lieutenant Colonel	10			10	10	0	10	0
A2	Commandant	23		1	22	22	0	22	0
	Capitaine	32			32	28	0	28	-4
B1	Lieutenant hors classe	5			5	5	0	5	0
B2	Lieutenant 1ère classe	40			40	32	0	32	-8
B3	Lieutenant 2ème classe	26			26	21	0	21	-5
C1	Adjoints	214			214	209	0	209	-5
	Sergents	154			154	149	0	149	-5
C2	Caporal-chef	75			75	73	0	73	-2
	Caporal	282			282	273	14	287	+5
C3	Sapeur	24			24	24	0	24	0
FILIERE SPP hors SSSM		895	0	1	894	846	14	860	-34
A1	Médecin de classe exceptionnelle	1			1	1	0	1	0
	Médecin hors classe	2			2	1	1	2	0
	Médecin de classe normale	0			0	0	0	0	0
	Pharmacien hors classe	1			1	1	0	1	0
	Pharmacien de classe normale	1			1	1	0	1	0
A	Cadre de santé de 1ère classe	1			1	1	0	1	0
A	Cadre de santé de 2ème classe	0			0	0	0	0	0
A	Infirmier hors classe	1			1	1	0	1	0
A	Infirmier de classe supérieure	3			3	3	0	3	0
A	Infirmier de classe normale	0			0	0	0	0	0
FILIERE SSSM		10	0	0	10	9	1	10	0
A1	Directeurs Territoriaux	1			1	0	1	1	0
A2	Attachés Territoriaux	11			11	9	2	11	0
B	Rédacteurs Territoriaux	39			39	33	6	39	0
C	Adjointes Administratifs	96			96	90	4	94	-2
FILIERE ADMINISTRATIVE		147	0	0	147	132	13	145	-2
B	Assistant socio-éducatif principal	1			1	1	0	1	0
FILIERE MEDICO-SOCIALE		1	0	0	1	1	0	1	0
A	Ingénieurs territoriaux	10			10	8	3	9	-1
B	Techniciens territoriaux	27			27	20	6	26	-1
C1	Agents de Maîtrise	29			29	26	2	28	-1
C2	Adjointes Techniques*	38			38	35	2	37	-1
FILIERE TECHNIQUE		104	0	0	104	87	13	100	-4
TOTAL		1159	0	1	1158	1077	41	1118	-40
	Caporal	8			8	0	0	0	-8
	Lieutenant 1ère classe	1			1	1	0	1	0
	Capitaine	9			9	0	0	0	-9
		9	0	0	9	1	0	1	-8

Emplois hors effectifs permanents	nombre
contractuels	2
Engagés de service civique	0
Apprentis	2
Emplois d'avenir	2
Agent mis à disposition du SDIS par une société d'intérim	0
Agent d'une collectivité mis à disposition du SDIS	0
Agent mis à disposition TOTAL/CNPE/TAT/ENSOSP	6

* effectif non permanent (remplacement maladie, surcroît d'activité, maternité....)

N°2018-BCA-43

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE FORMATION 2018
AVEC L'ECOLE D'APPLICATION DE SECURITE CIVILE (ECASC)**

Le 06 juin 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 mai 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *l'arrêté du 8 août 2013 relatif aux formations des sapeurs-pompiers volontaires,*
- *l'arrêté du 30 septembre 2013 relatif aux formations des sapeurs-pompiers professionnels,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

L'Ecole d'application de sécurité civile (ECASC) organise annuellement des actions de formation au bénéfice des sapeurs-pompiers du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76).

Ce partenariat est régi par une convention de formation annuelle. Les actions de formation intéressant le Sdis 76 sont essentiellement des formations d'application de spécialités.

Le Sdis 76, bénéficiaire de ces formations, devra s'acquitter des frais prévus dans l'annexe « tarification des stages 2018 » jointe à la présente convention.

Il convient d'approuver les termes de la convention et d'autoriser le président à la signer, ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

→ L. Diament
V.F.C.

A18 - 02 561



CONVENTION DE FORMATION 2018

Entre les soussignés :

L'ENTENTE pour la Forêt Méditerranéenne/ EC.A.S.C., Établissement Public

organisme de formation habilité sous le numéro 93-131380 S 13 sis, Domaine de Valabre – 13120 – GARDANNE,
représenté par son président

dénommé « **l'organisme de formation** », d'une part,

Et,

le Service Départemental d'Incendie et de Secours de de SEINE MARITIME (76)

sis, 6, rue du Verger BP 78 – 76192 – YVETOT Cedex

représenté par son Président,

dénommé « **l'établissement bénéficiaire** », d'autre part.

il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : OBJET DE LA CONVENTION

En exécution de la présente convention, l'organisme de formation s'engage à organiser et à mettre en œuvre les actions de formation répertoriées dans son calendrier de l'année 2018.

Les actions de formation sont essentiellement des formations professionnalisantes dans les domaines de spécialités, des préparations aux concours et examens professionnels, des formations continues, de maintien et de perfectionnement des acquis et recyclages ainsi que certains modules et unités de valeur des formations initiales et d'adaptation aux emplois de tronc commun.

Article 2 : PLANIFICATION DE LA FORMATION

Les dates de la formation peuvent être modifiées ou cette dernière annulée, sans contrepartie ou indemnité, en particulier par le fait d'un effectif ne correspondant pas avec les contraintes pédagogiques ou financières de l'organisme de formation.

Article 3 : LIEU DE LA FORMATION

Le lieu de la formation est l'EC.A.S.C. de VALABRE. Cependant, en fonction de la nature du stage à réaliser et des caractéristiques qui lui sont propres, ce lieu peut varier. Dans ce dernier cas, l'établissement bénéficiaire sera tenu informé par l'organisme de formation.

Article 4 : INSCRIPTION A UNE ACTION DE FORMATION

Chaque demande d'inscription sera effectuée par l'intermédiaire du logiciel « Gestion des Effectifs, des Emplois et des Formations » GEEF (l'accès se fait sur le site de Valabre : <http://valabre.com>, onglet « Accès à GEEF »).

Le ou les candidats seront retenus sous réserve de remplir les conditions d'admission en stage et de l'acceptation par l'organisme de formation, dans la limite des places disponibles.

La demande d'inscription sur GEEF par l'établissement bénéficiaire constitue une commande de formation.

Article 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

En contrepartie des actions de formation, l'établissement bénéficiaire s'engage à acquitter les frais prévus aux tarifs définis dans l'annexe « tarifs des stages 2018 » du calendrier des actions de formation.

Article 6 : MODALITES DE REGLEMENT

Un titre de recettes sera établi à l'issue de chaque action de formation.

Le paiement sera dû à réception de ce titre de recettes.

ENTENTE - VALABRE

ETABLISSEMENT PUBLIC

Centre Francis Arrighi - domaine de Valabre - RD7 - 13120 GARDANNE

Tel. + 33 (0)4 42 60 88 00 Fax + 33 (0)4 42 60 88 08 - contact-ecasc@valabre.com - www.entente-valabre.com

Article 7 : CONDITIONS PARTICULIÈRES

Pour la durée de l'action de formation, les apprenants restent exclusivement couverts par leur employeur pour les accidents et dommages leur survenant et ceux qu'ils causeraient à un tiers.

Article 8 : REGLEMENT INTERIEUR

Pendant la période de formation, les apprenants s'engagent à respecter le règlement intérieur de l'EC.A.S.C. de VALABRE.

Article 9 : ANNULATION D'UNE CANDIDATURE PAR L'ETABLISSEMENT BENEFICIAIRE

L'annulation de toute candidature entraînera le remplacement de celle-ci par une autre de l'établissement bénéficiaire concerné en accord avec l'EC.A.S.C. Si ce remplacement ne peut être effectué, et sauf cas de force majeure :

- Moins de 15 (quinze) jours avant la date de début de la formation, les frais pédagogiques seront dus pour moitié,
- Le premier jour de la formation, les frais pédagogiques seront dus dans leur intégralité.

Article 10 : ANNULATION D'UNE CANDIDATURE PAR L'ORGANISME DE FORMATION

L'organisme de formation se réserve le droit d'annuler une (ou des) candidature(s) pour des raisons inhérentes au bon déroulement pédagogique d'une action de formation.

Article 11 : ABANDON

En cas d'abandon en cours de formation par un apprenant sans motif fondé, l'établissement bénéficiaire s'engage à supporter les frais pédagogiques prévus par les tarifs en vigueur pour la durée totale de l'action de formation.

Article 12 : REGLEMENT DES DIFFERENDS EVENTUELS

Les différends qui pourraient opposer les signataires de la présente convention feront l'objet d'une procédure à l'amiable afin d'en rechercher le règlement.

Si une contestation ou un différend ne peut être réglé à l'amiable, le Tribunal Administratif de Marseille sera seul compétent pour se prononcer sur le litige.

Article 13 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2018, après signature par le président de l'ENTENTE pour la Forêt Méditerranéenne / EC.A.S.C. et par le représentant de l'établissement bénéficiaire, pour s'achever le 31 décembre 2018 inclus. Elle peut être modifiée après accord entre les deux parties signataires sous forme d'avenant.

Article 14 : DENONCIATION DE LA CONVENTION

La partie qui souhaiterait dénoncer la convention en cours d'année 2018 devra le faire auprès de l'autre moyennant un préavis d'un mois au moins.

Fait en deux exemplaires à Valabre, le 02 janvier 2018

Jacky Gérard, Président de l'ENTENTE pour la Forêt
Méditerranéenne,



Le Président¹

¹la signature doit être précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »

CONVENTION DE FORMATION 2018

Entre les soussignés :

L'ENTENTE pour la Forêt Méditerranéenne/ EC.A.S.C., Établissement Public

organisme de formation habilité sous le numéro 93-131380 S 13 sis, Domaine de Valabre – 13120 – GARDANNE,
représenté par son président

dénommé « *l'organisme de formation* », d'une part,

Et,

le Service Départemental d'Incendie et de Secours de de SEINE MARITIME (76)

sis, 6, rue du Verger BP 78 – 76192 – YVETOT Cedex

représenté par son Président,

dénommé « *l'établissement bénéficiaire* », d'autre part.

il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er} : OBJET DE LA CONVENTION

En exécution de la présente convention, l'organisme de formation s'engage à organiser et à mettre en œuvre les actions de formation répertoriées dans son calendrier de l'année 2018.

Les actions de formation sont essentiellement des formations professionnalisantes dans les domaines de spécialités, des préparations aux concours et examens professionnels, des formations continues, de maintien et de perfectionnement des acquis et recyclages ainsi que certains modules et/ou unités de valeur des formations initiales et d'adaptation aux emplois de tronc commun.

Article 2 : PLANIFICATION DE LA FORMATION

Les dates de la formation peuvent être modifiées ou cette dernière annulée, sans contrepartie ou indemnité, en particulier par le fait d'un effectif d'apprenants incompatible avec les contraintes pédagogiques ou financières de l'organisme de formation.

Article 3 : LIEU DE LA FORMATION

Le lieu de la formation est l'EC.A.S.C. de VALABRE. Cependant, en fonction de la nature du stage à réaliser et des caractéristiques qui lui sont propres, le lieu peut varier. Dans ce dernier cas, l'établissement bénéficiaire sera tenu informé par l'organisme de formation.

Article 4 : INSCRIPTION A UNE ACTION DE FORMATION

Chaque demande d'inscription sera effectuée par l'intermédiaire du logiciel « Gestion des Effectifs, des Emplois et des Formations » GEEF (l'accès se fait sur le site de Valabre : <http://valabre.com>, onglet « Accès à GEEF »).

Le ou les candidats seront retenus sous réserve de remplir les conditions d'admission en stage et de l'acceptation par l'organisme de formation, dans la limite des places disponibles.

La demande d'inscription sur GEEF par l'établissement bénéficiaire constitue une commande de formation.

Article 5 : DISPOSITIONS FINANCIERES

En contrepartie des actions de formation, l'établissement bénéficiaire s'engage à acquitter les frais prévus aux tarifs définis dans l'annexe « tarifs des stages 2018 » du calendrier des actions de formation.

Article 6 : MODALITES DE REGLEMENT

Un titre de recettes sera établi à l'issue de chaque action de formation.

Le paiement sera dû à réception de ce titre de recettes.

ENTENTE - VALABRE

ETABLISSEMENT PUBLIC

Centre Francis Arrighi - domaine de Valabre - RD7 - 13120 GARDANNE

Tel. + 33 (0)4 42 60 88 00 Fax + 33 (0)4 42 60 88 08 - contact-ecasc@valabre.com - www.entente-valabre.com

Article 7 : CONDITIONS PARTICULIERES

Pour la durée de l'action de formation, les apprenants restent exclusivement couverts par leur employeur pour les accidents et dommages leur survenant et ceux qu'ils causeraient à un tiers.

Article 8 : REGLEMENT INTERIEUR

Pendant la période de formation, les apprenants s'engagent à respecter le règlement intérieur de l'EC.A.S.C. de VALABRE.

Article 9 : ANNULATION D'UNE CANDIDATURE PAR L'ÉTABLISSEMENT BÉNÉFICIAIRE

L'annulation de toute candidature entraînera le remplacement de celle-ci par une autre de l'établissement bénéficiaire concerné en accord avec l'EC.A.S.C. Si ce remplacement ne peut être effectué, et sauf cas de force majeure :

- Moins de 15 (quinze) jours avant la date de début de la formation, les frais pédagogiques seront dus pour moitié,
- Le premier jour de la formation, les frais pédagogiques seront dus dans leur intégralité.

Article 10 : ANNULATION D'UNE CANDIDATURE PAR L'ORGANISME DE FORMATION

L'organisme de formation se réserve le droit d'annuler une (ou des) candidature(s) pour des raisons inhérentes au bon déroulement pédagogique d'une action de formation.

Article 11 : ABANDON

En cas d'abandon en cours de formation par un apprenant sans motif fondé, l'établissement bénéficiaire s'engage à supporter les frais pédagogiques prévus par les tarifs en vigueur pour la durée totale de l'action de formation.

Article 12 : REGLEMENT DES DIFFERENDS EVENTUELS

Les différends qui pourraient opposer les signataires de la présente convention feront l'objet d'une procédure à l'amiable afin d'en rechercher le règlement.

Si une contestation ou un différend ne peut être réglé à l'amiable, le Tribunal Administratif de Marseille sera seul compétent pour se prononcer sur le litige.

Article 13 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 01er janvier 2018, sous signature par le président de l'ENTENTE pour la Forêt Méditerranéenne / EC.A.S.C., et par le représentant de l'établissement bénéficiaire, pour s'achever le 31 décembre 2018 inclus. Elle peut être renouvelée d'accord entre les deux parties signataires sous forme d'avenant.

Article 14 : DENONCIATION DE LA CONVENTION

La partie qui souhaite dénoncer la convention en cours d'année 2018 devra le faire auprès de l'autre moyennant un préavis d'un mois au moins.

Fait en deux exemplaires à Valabre, le 02 janvier 2018

Jacky Gérard, Président de l'ENTENTE pour la Forêt
Méditerranéenne,



Le Président¹

¹la signature doit être précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé »



TARIFICATION - 2018



ACTIONS DE FORMATION - ECASC



TARIFS 2018



FEUX DE FORETS ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Titre de la Formation	Référence	Coût global	Forfait pédagogique	Forfait résidentiel +
Chef de Groupe Feux de Forêts	FDF 3	3 060 €	2 435 €	625 €
Rattrapage de l'épreuve écrite FDF 3	RATTDF3E	189 €	134 €	55 €
Rattrapage de l'épreuve pratique FDF 3 (3 jours)	RATTDF3P	713 €	503 €	210 €
Chef de Colonne Feux de Forêts	FDF 4	2 695 €	2 145 €	550 €
Rattrapage de l'épreuve écrite FDF 4	RATTDF4E	189 €	134 €	55 €
Rattrapage de l'épreuve pratique FDF 4 (5 jours)	RATTDF4P	1 330 €	1 055 €	275 €
Chef de site Feux de Forêts	FDF 5	3 995 €	3 445 €	550 €
Cadre AERO	AERO 3	730 €	590 €	140 €
Formation aux missions de lutte contre les FDF des équipages des avions et hélicos hors SC	AVHELI	1 125 €	900 €	225 €
Formation aux missions de lutte contre les FDF équipages avions et hélicos	REC AVHELI	313 €	300 €	13 €
Equipier Péllicandrome	PEL 1	620 €	480 €	140 €
Chef d'équipe Péllicandrome	PEL 2	620 €	480 €	140 €
Opérateur Drone de Sécurité Civile	ODS	3 200 €	2 500 €	700
Formation Maintien Perfectionnement Acquis FDF 3 et 4 (simulateur-Valabre)	FMPAFDFVal	800 €	Forfait hors repas et hébergement	

SIMULATEUR MOBILE

Formation Maintien Perfectionnement Acquis (simulateur mobile)	FMPA MOB	Sur Devis
Zone Entente	2 jours hors déplacement	
Zone Entente	3 jours hors déplacement	
Zone Entente	4 jours hors déplacement	
Hors Zone Entente et distance < 4 h	3 jours hors déplacement	
Hors Zone Entente et distance < 4 h	4 jours hors déplacement	
Hors Zone Entente et distance > 4 h	3 jours hors déplacement	

TARIFS 2018



FEUX DE FORETS ET PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Titre de la Formation	Référence	Coût global	Forfait pédagogique	Forfait résidentiel *
Formation des Responsables de Travaux de Brulage Dirigé, module 1 (stagiaires Zone Sud)	RTBDM1	Conditions particulières Tel: 04 42 60 88 03 sauf forfait résidentiel 350 €		
Formation des Responsables de Travaux de Brulage Dirigé, module 1 (stagiaires Hors Zone Sud)	RTBDM1	1 680 €	1 330 €	350 €
Formation des Responsables de Travaux de Brulage Dirigé, module 2 (stagiaires Zone Sud)	RTBDM2	Conditions particulières Tel: 04 42 60 88 03 sauf forfait résidentiel 560 €		
Formation des Responsables de Travaux de Brulage Dirigé, module 2 (stagiaires Hors Zone Sud)	RTBDM2	3 060 €	2 500 €	560 €
Formation des Responsables de Travaux de Brulage Dirigé, module 3 (stagiaires Zone Sud)	RTBDM3	Conditions particulières Tel: 04 42 60 88 03 sauf forfait résidentiel 104 €		
Formation des Responsables de Travaux de Brulage Dirigé, module 3 (stagiaires Hors Zone Sud)	RTBDM3	730 €	620 €	110 €
Cadre Feux tactiques	CFT	2 750 €	2 050 €	700 €
Sensibilisation DFCI	SENSDFCI	1 500 €	1 275 €	275 €
Patrouille CD	PCD	370 €	370 €	.
Formation des Equipiers Spécialisés RCCI en espaces naturels	RCCINZS / RCCINZS	1 230 €	955 €	275 €

TARIFS 2018



FORMATIONS NAUTIQUES - SECOURS AQUATIQUES ET SUBAQUATIQUES

Titre de la Formation	Référence	Coût global	Forfait pédagogique	Forfait résidentiel *
Pré Formation Scaphandrier autonome léger	PREFO SAL 1	1 114 €	754 €	360 €
Scaphandrier autonome léger	SAL 1 - 30 m	3 988 €	2 715 €	1 273 €
Scaphandrier autonome léger	SAL 1 - 50 m	1 228 €	868 €	360 €
Chef d'Unité SAL	SAL 2	5 532 €	3 924 €	1 608 €
Conseiller Technique SAL	SAL 3	5 532 €	3 924 €	1 608 €
Surface non libre niveau 1	PLGSNL1	1 432 €	1 072 €	360 €
Surface non libre niveau 2	PLGSNL2	1 604 €	1 244 €	360 €
Plongée aux mélanges	PLG MLG	2 168 €	1 808 €	360 €
Forum des cadres de la plongée	FORUM PLG	495 €	326 €	169 €
Diplôme Universitaire d'aptitude et de soutien à la médecine de la plongée	DU MED PLG	2 988 €	1 810 €	1 188 €
Formation continue médecine de la plongée	FMPAMEDPLG	797 €	495 €	302 €
Chef de bord sauvetage côtier	SAV 3	2 354 €	1 649 €	705 €
Nageur Sauveteur côtier	SAV 2	1 005 €	692 €	313 €
Formation Maintien Perfectionnement Acquis des Conseillers techniques « SAV »	FMPACTSAV	495 €	326 €	169 €
Rattrapage SAV3	RATTSAV3		219 €	67€/jour
Rattrapage SAL2	RATT SAL 2		219 €	67€/jour
Rattrapage SAL3	RATT SAL 3		219 €	67€/jour
Infirmier Soutien Sanitaire	INFSOUTSAN	1 169 €	834 €	335 €
Survie en Mer des équipages Hélico, SP, SSSM	SURVIEMER HSP	215 €	199 €	16 €
Module Complémentaire de Sauvetage en Eaux vives	FCSAVEV	809 €	510 €	299 €
Formation Maintien Perfectionnement Acquis PLG Effectif 1 à 10	FMPAPLG Plongée air (1)	128€/jour (2)	61€/jour	67€/jour
Formation Maintien Perfectionnement Acquis PLG Effectif 11 à 20	FMPAPLG Plongée air (1)	124€/jour (2)	57€/jour	67€/jour
Formation Maintien Perfectionnement Acquis PLG Effectif 21 à 30	FMPAPLG Plongée air (1)	118€/jour (2)	51€/jour	67€/jour
Formation Maintien Perfectionnement Acquis PLG Effectif > 30	FMPAPLG Plongée air (1)	112€/jour (2)	45€/jour	67€/jour

TARIFS 2018



FORMATIONS SECOURS MILIEUX PERILLEUX - GRIMP - SMO - CAN - ISS

Titre de la Formation	Référence	Coût global	Forfait pédagogique	Forfait résidentiel *
Sensibilisation en milieux périlleux	IMP 1	723 €	558 €	165 €
Sauveteur GRIMP	IMP 2	2 200 €	1 650 €	550 €
Chef d'unité GRIMP	IMP 3	2 640 €	2 140 €	500 €
Rattrapage IMP3	RATT IMP 3	615 €	515 €	100 €
Formation Maintien Perfectionnement Acquis des Chefs d'Unités IMP	FMIPA CU IMP	1 210 €	960 €	250 €
Recyclage Conseiller Technique IMP	REC IMP CT	735 €	585 €	150 €
Perfectionnement Technique IMP 3	PERFTEC IMP	1 030 €	830 €	200 €
Module complémentaire "Neige" GRIMP	IMP NEIGE	850 €	598 €	252 €
Recyclage au GRIMP des personnels des services de santé	REC IMP SSSM	910 €	660 €	250 €
Transport Hélicoptéré	TRS HELI	1 690 €	1 415 €	275 €
Sensibilisation au secours en montagne	SMO 1	870 €	665 €	210 €
Equipier secours en montagne	SMO 2	2 860 €	2 110 €	750 €
Equipier secours en montagne Neige 1	SMO 2 NG 1	1 990 €	1 540 €	450 €
Equipier secours en montagne Glace 1	SMO 2 GL 1	1 990 €	1 540 €	450 €
Chef d'Unité secours en montagne	SMO 3	2 860 €	2 110 €	750 €
Chef d'Unité secours en montagne Neige 2	SMO 3 NG 2	1 990 €	1 540 €	450 €
Chef d'Unité secours en montagne Glace 2	SMO 3 GL 2	1 990 €	1 540 €	450 €
Recyclage Conseiller Technique SMO	REC CT SMO	965 €	740 €	225 €
Formation Secours Canyon	CAN 1	1 435 €	1 005 €	430 €
Intervention en Site Souterrain	ISS	1 480 €	1 060 €	420 €
Approche Par les Compétences GRIMP	APC GRIMP	1 315 €	1 065 €	250 €
Vérificateur d'EPI	VERIF EPI	380 €	270 €	110 €

TARIFS 2018

FORMATIONS SAUVETEUR DÉBLAYEUR - CYNOTECHNIQUE

Titre de la Formation	Référence	Coût global	Forfait pédagogique	Forfait résidentiel *
Chef d'unité Sauveteur Déblayeur	SDE 2	3 100 €	2 400 €	700 €
Rattrapage de l'épreuve écrite SDE 2	RATTSDE2E	204 €	134 €	70 €
Rattrapage de l'épreuve pratique SDE 2	RATTSDE2P	468 €	328 €	140 €
Chef de section Sauveteur Déblayeur	SDE 3	4 164 €	3 464 €	700 €
Chef de section Sauveteur Déblayeur 2ème semaine détenteur RB	SDE 3 S2	2 629 €	2 279 €	350 €
Rattrapage de l'épreuve écrite SDE 3	RATTSDE3E	204 €	134 €	70 €
Rattrapage de l'épreuve pratique SDE 3	RATTSDE3P	2 629 €	2 279 €	350 €
Risques bâtimementaires	RISQUES BATI	1 535 €	1 185 €	350 €
Conseiller Technique Cynotechnique	CYN 3	1 240 €	965 €	275 €
Chef d'Unité Cynotechnique	CYN 2	2 580 €	2 030 €	550 €
Formation Maintien Perfectionnement Acquis CYN 3	FMPACTCYN	542 €	432 €	110 €
Recherche des Causes et des Circonstances des incendies	RCCI CYN	2 580 €	2 030 €	550 €

SECOURISME

Titre de la Formation	Référence	Coût global	Forfait pédagogique	Forfait résidentiel *
Pédagogie Appliquée aux Emplois Formation de Formateur	PAEF	2 950 €	2 290 €	660 €
Conception et Encadrement d'une Action de Formation	CEAF	1 450 €	1 010 €	440 €

ENCADREMENT DES ACTIVITÉS PHYSIQUES

Titre de la Formation	Référence	Coût global	Forfait pédagogique	Forfait résidentiel *
Educateur des activités physiques	EAP 2	1 630 €	930 €	700 €

TARIFS 2018



INGÉNIERIE PÉDAGOGIQUE EN FORMATION D'ADULTES (APC)

Titre de la Formation	Référence	Coût global	Forfait pédagogique	Forfait résidentiel *
Accompagnement Ingénierie Pédagogique en approche par les compétences (2 jours)	APCVL	1 700 € + devis	1 700 €	Sur devis ou prise en charge
Formation de 10 formateurs d'adultes (10 jours)	APCSIS	8 600 € + Devis	8 600 €	Sur devis ou prise en charge
Formation intégrée de concepteurs	APCCONSIS	5 300 € + devis	5 300 €	Sur devis



CONDUITE TOUT TERRAIN

Titre de la Formation	Référence	Coût global	Forfait pédagogique	Forfait résidentiel *
Formation de Formateur de Conduite Tout Terrain	COD 3	2 600 €	2 050 €	550 €
Formation Maintien Perfectionnement Acquis des formateurs COD 3	FMPA COD 3	520 €	410 €	110 €
Formation d'instructeur de conduite tout-terrain	ICTT	2 700 €	2 095 €	605 €
Formation de conducteur tout-terrain	CTT 2	670 €	560 €	110 €
Formation de conducteur tout-terrain avec manœuvre de force	CTT 3	885 €	720 €	165 €
Formation Freinographe	FREINO	870 €	710 €	165 €



RISQUES TECHNOLOGIQUES

Titre de la Formation	Référence	Coût global	Forfait pédagogique	Forfait résidentiel *
FORMATION DE CHEF DE CMIC				
Chef de CMIC	RCH3	3 350 €	2 800 €	550 €
Formation de Maintien et de Perfectionnement des Acquis de Chef de CMIC	FMPA RCH3	815 €	650 €	165 €

FORMATION DE CHEF DE CMIR				
Chef de CMIR	RAD 3	3 440 €	2 800 €	640 €
Formation Maintien Perfectionnement Acquis Chef de CMIR	FMPARAD3	815 €	650 €	165 €

TARIFS 2018

TRANSMISSIONS				
Titre de la Formation	Référence	Coût global	Forfait pédagogique	Forfait résidentiel *
Officier Systèmes d'Information et Communication OFFSIC	OFFSIC	2 560 €	2 010 €	550 €
Mise à niveau OFFSIC	MAOSIC	Sur devis		
Formation Maintien Perfectionnement Acquis OFFSIC	FMPA OFFSIC	815 €	650 €	165 €

S.I.G - G.P.S				
Titre de la Formation	Référence	Coût global	Forfait pédagogique	Forfait résidentiel *
L'édition cartographique spécifique: La méthode Atlas Non adhérent	SIG Atlas	315 €	260 €	55 €
Présentation du guide des équipements et de la base de données DFCI Non adhérent	BDDFCI	315 €	260 €	55 €

Asphodèle		
Titre du produit	Adhérent / Non adhérent	Tarif
Logiciel de SITAC Asphodèle	Adhérent	Gratuit
	Non adhérent	5 000 €
Journée formation utilisation du logiciel	Adhérent	Gratuit
	Non adhérent	613 €

M.S.G.U.				
Titre de la Formation	Référence	Coût global	Forfait pédagogique	Forfait résidentiel *
Sensibilisation à l'usage des médias sociaux en gestion d'urgence	MSGU-S	Sur devis		
Mise en œuvre de l'usage des médias sociaux en gestion d'urgence	MSGU-MO			

TARIFS 2018



PRÉPARATIONS AUX EXAMENS ET AUX CONCOURS

Titre de la Formation	Référence	Coût global	Forfait pédagogique	Forfait résidentiel *
CONCOURS INTERNE DE LIEUTENANT DE 1^{ERE} CLASSE				
Epreuve orale	LTN1 CIO	665 €	500 €	165 €
EXAMEN PROFESSIONNEL DE LIEUTENANT DE 2^{ème} CLASSE				
Cas concret opérationnel	LTN2EPCCO	640 €	475 €	165 €
Epreuve orale	LTN2EPO	665 €	500 €	165 €
EXAMEN PROFESSIONNEL DE LIEUTENANT DE 1^{ère} CLASSE				
Rédaction d'une note administrative sans devoir maison	LTN1EPNA SDM	700 €	535 €	165 €
Rédaction d'une note administrative avec devoir maison	LTN1EPNA ADM	865 €	700 €	165 €
Epreuve orale	LTN1EPO	665 €	500 €	165 €
EXAMEN PROFESSIONNEL DE LIEUTENANT HORS-CLASSE				
Rédaction d'une note administrative sans devoir maison	LTNHCEPNA SDM	700 €	535 €	165 €
Rédaction d'une note administrative avec devoir maison	LTNHCEPNA ADM	865 €	700 €	165 €
Epreuve orale	LTNHCEPO	665 €	500 €	165 €
CONCOURS INTERNE DE CAPITAINE				
Note de 3 pages au plus et CV	CNEC/M	550 €	440 €	110 €
Epreuve orale	CNECIO	665 €	500 €	165 €
EXAMEN PROFESSIONNEL DE COMMANDANT				
Dossier	CDT EPD	475 €	365 €	110 €
QROC	CDT EPQROC	750 €	475 €	275 €
Epreuve orale	CDT EPO	665 €	500 €	165 €

TARIFS 2018	
ACCUEIL - PAUSE	
Café d'accueil amélioré: 3 viennoiseries, jus d'orange, café, eau par personne	5,00 €
Pause café - Thermos 10 personnes	5,50 €
Pause café - Thermos 15 personnes	8,00 €
Pause café - Thermos 20 personnes	10,50 €
Jus d'orange - 10 personnes	7,00 €
Eau minérale - Bouteille 1,5 l	2,00 €
Eau minérale - Bouteille 0,5 l	1,50 €
Vin coteaux d'Aix AOC - Bio blanc/rouge/rosé à la bouteille	10,00 €
Apéritifs divers + biscuits sec par personne	6,00 €

RESTAURATION / HÉBERGEMENT / TRANSPORT		
Petit déjeuner self		5,00 €
Déjeuner et dîner self		14,50 €
Déjeuner et dîner self	Organismes publics partenaires	13,00 €
Déjeuner et dîner self	Agents state de Valabre	10,00 €
Déjeuner et dîner self	Personnel établissements publics	4,00 €
Déjeuner et dîner amélioré (café + vin bouteille) en salle réservée (selon options 2 offres)		20,00 € 26,00 €
Buffet (vin, café compris)		17,50 €
Hébergement chambre individuelle / la nuitée	HORS STAGE	27,00 €
Hébergement en twin 1 à 2 personnes / la nuitée		30,00 €
Hébergement en studio 1 à 2 personnes / la nuitée		35,00 €
Pension complète journée		55,00 €
Valabre - TGV Aix / Arbois A/R		32,00 €
Valabre - Aéroport Marignane A/R		42,00 €

*Le forfait résidentiel s'entend pour la durée du stage.

Pour nuitée et/ou repas supplémentaires sur sites extérieurs autres que Valabre, montant facturé au prorata de la prestation.

Des prestations pour des demandes spécifiques pourront être réalisées sur devis

TARIFS 2018

LOCATION DE SALLES

Salles	Superficie	Nombre de places	Salle équipée (en €)	
			Jour	Demi journée
CEREN (salle équipée d'un TBI)	20	14	110 €	55 €
ALPILLES	30	14	110 €	55 €
ESTEREL (salle équipée d'un VPI)	35	14	165 €	95 €
LUBERON (salle équipée d'un TBI)	40	14	110 €	55 €
SAINTE BAUME	60	24	315 €	185 €
SAINTE VICTOIRE	90	30	465 €	350 €
VOUTES	100	60	510 €	400 €
SEIGUE (salle équipée d'un écran interactif)	50	22	285 €	165 €
Salle de conférence CESIR	200	200	1 340 €	850 €

LOCATION DE PISTES DE CONDUITE ET TERRAIN

Piste de conduite COD (Enclos de Valabre) à la journée	500 €	300 €
Location du Freinographe	Semaine	150 €
Station de lavage - Nettoyage PL		15 €

DIVERS

Guide à l'usage des formateurs de conduite tout-terrain	35,00 €
Recueil des connaissances à l'usage des officiers de sapeurs-pompiers	25,00 €
Prestation Drone et/ou scanner 3D Laser	Sur devis

**Convention d'usage de la plate-forme CLAROLINE Connect
en mode Fournisseur d'Application Hébergée (FAH)
par les membres du CONSORTIUM « ENASIS »**

GRILLE TARIFAIRE 2018

PRESTATION DE SERVICE	QUANTITE	Prix TTC
Usage standard de la plateforme Claroline ¹	1	1 260,00 €
Droit d'entrée annuel (partie fixe) ²	1	150,00 €
Utilisateur (partie proportionnelle) ³	1	0,60 €
Espace disque supplémentaire (partie proportionnelle) ⁴		
- de 50 à 99 Go	1	300,00 €
- de 100 à 499 Go	1	576,00 €
- 500 et plus	1	2 388,00 €
Frais de développement et prestations hors grille tarifaire	-	Sur devis

¹ Usage standard de la plateforme Claroline comprenant :

- la mise en place d'un site Claroline pour constituer une entrée personnalisée au SIS
- un forfait standard identité visuelle (2h),
- un forfait formation de 7h00 pour la prise en main de la plateforme (hors transport, hébergement et restauration)

Ce forfait s'applique uniquement la première année qui suit la conclusion de la convention pour un nouvel abonné à la plateforme CLAROLINE Connect.

² Droit d'entrée annuel comprenant :

- le forfait annuel du fournisseur d'application hébergée,
- l'assistance à distance aux administrateurs SIS,
- l'accès à des ressources de l'EcASC,
- la gestion administrative et l'animation du consortium ENASIS.

³ Le nombre d'utilisateurs facturé correspondra aux comptes actifs relevés au 31 décembre pour chaque partenaire par le fournisseur d'application hébergée.

⁴ Le coût relatif à l'espace disque utilisé au 31 décembre sera partagé à part égale entre tous les partenaires.

**Convention d'usage de la plate-forme CLAROLINE Connect
en mode Fournisseur d'Application Hébergée (FAH)
par les membres du CONSORTIUM « ENASIS »**

**GRILLE TARIFAIRE 2018
MEMBRES DE L'ENTENTE**

PRESTATION DE SERVICE	QUANTITE	Prix TTC
Usage standard de la plateforme Claroline ¹ et ⁵		1 260,00 €
Droit d'entrée annuel (partie fixe) ² et ⁵	1	150,00 €
Utilisateur (partie proportionnelle) ³ et ⁵	1	0,50 €
Espace disque supplémentaire (partie proportionnelle) ⁴ et ⁵ :		
- de 50 à 99 Go	1	300,00 €
- de 100 à 499 Go	1	576,00 €
- 500 et plus	1	2 388,00 €
Frais de développement et prestations hors grille tarifaire	-	Sur devis

¹ Usage standard de la plateforme Claroline comprenant :

- la mise en place d'un site web Claroline pour constituer une entrée personnalisée au SIS
- un forfait standard identité visuelle (2h),
- un forfait formation de 7h00 pour la prise en main de la plateforme (hors transport, hébergement et restauration)

Ce forfait s'applique uniquement la première année qui suit la conclusion de la convention pour un nouvel abonné à la plateforme CLAROLINE Connect.

² Droit d'entrée annuel comprenant :

- le forfait annuel du fournisseur d'application hébergée,
- l'assistance à distance aux administrateurs SIS,
- l'accès à des ressources de l'EcASC,
- la gestion administrative et l'animation du consortium ENASIS.

³ Le nombre d'utilisateurs facturé correspondra aux comptes actifs relevés au 31 décembre pour chaque partenaire par le fournisseur d'application hébergée.

⁴ Le coût relatif à l'espace disque utilisé au 31 décembre sera partagé à part égale entre tous les partenaires.

⁵ Coût éligible au crédit formation

N°2018-BCA-44

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**PRET D'AGRES AU SDIS 59 DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION
DE LEURS CONCOURS D'ACCES AUX GRADES DE CAPORAL DE
SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS
AU TITRE DE L'ANNEE 2018**

Le 06 juin 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 mai 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

* *

Le Service départemental d'incendie et de secours du Nord (Sdis 59) a récemment sollicité le Sdis 76 afin de pouvoir bénéficier de cinq barres de traction pour l'épreuve d'endurance musculaire des membres supérieurs dans le cadre des épreuves sportives de leurs concours externes sur épreuves d'accès au grade de caporal de sapeurs-pompiers professionnels qui se dérouleront du 10 au 14 septembre 2018.

Le Sdis 76 possède des agrès sportifs fabriqués en régie à l'occasion des concours organisés en 2013. Au regard du nombre d'agrès demandés, le service est donc en capacité de répondre positivement à cette sollicitation.

Le projet de convention joint a pour objet de définir les conditions par lesquelles le Sdis 76 accède à la demande du Sdis 59, moyennant la somme de 750 euros.

Il vous est donc proposé d'autoriser le président à signer la convention dont le projet est joint en annexe ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

* *

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

**CONVENTION RELATIVE AUX
CONCOURS EXTERNES SUR ÉPREUVES
D'ACCÈS AU GRADE DE CAPORAL DE
SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS
ORGANISÉS PAR LE SDIS DU NORD
AU TITRE DE L'ANNÉE 2018**

Entre :

LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME dont le siège est 6, rue du verger – CS 40078 – 76192 YVETOT CEDEX

« le Sdis de la Seine-Maritime »

Représenté par monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président.

d'une part,

Et :

LE SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DU NORD dont le siège est 18 rue de Pas – CS 20068 – 59028 LILLE CEDEX

« le Sdis 59 »

Représenté par monsieur Jean-René LECERF, agissant en qualité de Président.

d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1er : Objet de la convention

Le Service départemental d'incendie et de secours (Sdis) du Nord organise deux concours externes sur épreuves d'accès au grade de caporal de sapeurs-pompiers professionnels au titre l'année 2018.

Dans ce cadre, le Sdis du Nord a sollicité le Sdis de la Seine-Maritime afin de pouvoir bénéficier de cinq barres de traction pour l'organisation de l'épreuve d'endurance musculaire des membres supérieurs dans le cadre des épreuves sportives de leurs concours.

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de cette sollicitation ainsi que les obligations réciproques des parties.

Article 2 : Durée de la convention

La présente convention prendra effet du jeudi 06 septembre 2018 et ce, jusqu'au lundi 17 septembre 2018.

Elle n'a pas vocation à être renouvelée.

Article 3 : Modalités de prise en charge

Les cinq barres de traction qui font l'objet de cette convention seront prises en charge à compter du jeudi 06 septembre 2018 par le Sdis du Nord au centre de formation d'incendie et technique situé départementale 7 à Tourville la Rivière et restitués dans l'état initial le lundi 17 septembre 2018 au centre départemental de formation situé à Saint Valéry en Caux.

Article 4 : Participation financière

Le Sdis du Nord indemnise forfaitairement le Sdis de la Seine-Maritime à hauteur de 750,00 euros à réception du titre de recette correspondant.

Article 5 : Responsabilité et assurance

Si le matériel est dégradé, le Sdis de la Seine-Maritime se réserve la faculté de demander au Sdis du Nord un dédommagement.

Le Sdis du Nord est invité à fournir une attestation d'assurance.

Article 6 : Clause compromissoire et de compétence juridictionnelle

Pour tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes, les deux parties essaieront prioritairement de trouver un arrangement amiable avant l'engagement d'un éventuel recours. Un délai de 1 mois maximum est accordé aux tentatives de conciliation.

En cas de difficulté manifeste non résolue par les parties suite à la mise en œuvre de la procédure précitée, les parties pourront porter le litige devant le Tribunal administratif de Rouen.

Fait en 3 exemplaires originaux,

À Yvetot, le

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur départemental
des services d'incendie et de secours
de la Seine-Maritime,

À Lille, le

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur départemental
des services d'incendie et de secours
du Nord,

Colonel hors classe Jean-Yves LAGALLE

Contrôleur général Gilles GRÉGOIRE

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION AVEC LA MARINE NATIONALE POUR MISE A DISPOSITION DE
LOCAUX DU CIS GAMBETTA**

Le 06 juin 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 mai 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

**

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) a été sollicité par le chef du centre de Préparation Militaire Marine (PMM) de ROUEN, Monsieur Vincent DESMALADES, Capitaine de Frégate réserviste à la Marine Nationale, pour convenir d'une convention de mise à disposition de locaux.

En effet, le centre PMM de ROUEN va devoir quitter les locaux de la caserne Philippon courant 2018, cette dernière étant vendue.

Dans une démarche de prospection afin de trouver une nouvelle structure susceptible de les accueillir, les représentants de la Marine Nationale ont interrogé le Sdis 76 sur l'éventualité de bénéficier d'une mise à disposition de locaux dans l'enceinte du Centre d'incendie et de secours de Rouen Gambetta. Après échanges et étude de la demande, il ressort la possibilité de mettre à disposition des locaux sans que l'activité du centre en soit perturbée.

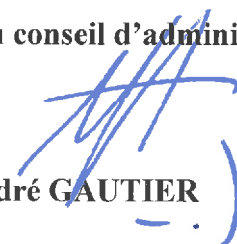
Ainsi, il vous est proposé d'approuver les termes de la convention ci-jointe et d'autoriser le président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

**

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION

« Locaux du CIS Rouen Gambetta »

Entre :

LA MARINE NATIONALE

dont le correspondant local, le Commandement Maritime du Havre est situé 160, Boulevard Clémenceau – BP 12 – 76083 Le Havre Cedex

Représentée par le Capitaine de Vaisseau Eric Preud'homme, agissant en qualité de Commandant de la Marine au Havre.

d'une part,

ET

LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA SEINE-MARITIME

dont le siège est 6, rue du Verger – CS 40078 – 76192 YETOT CEDEX.

Représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président.

d'autre part.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - Objet

La présente convention a pour objet de définir entre les parties, les modalités de mise à disposition et d'utilisation de locaux appartenant au SDIS. Le SDIS consent dans le cadre de cette convention, la mise à disposition de ses locaux à la Marine Nationale afin d'assurer le déroulement des Préparations Militaires Marines.

ARTICLE 2 – Moyens, biens mis à disposition

Le SDIS agissant dans les droits du propriétaire des locaux objets des présentes, met à la disposition des personnels du Centre de Préparation Militaire Marine de Rouen (dénommé CPMM de Rouen) des locaux aménagés et adaptés à la réalisation de formations.

Les locaux mis à disposition, d'une surface de 371m², sont situés au 2^{ème} étage du Bâtiment A du CIS Rouen Gambetta. Ils comprennent :

Les salles de cours (référéncées : A2-PLoc4 et A2-P SC) ;

Les locaux de l'ancien CTA / CODIS (référéncés : A2-PLoc2 et A2-PLoc1) à usage de bureau pour le Chef du Centre de Préparation Militaire Marine ainsi que de vestiaires Hommes et de vestiaires Femmes ;

Les locaux de stockage (référéncés : A2-PLV2 et A2-PLoc3) à usage de voilerie et d'armurerie ;

Les sanitaires du 2^{ème} étage (référéncés : A2-SA4 et A2-SA2).

Les extérieurs du CIS (aire de manœuvre et places de stationnement) peuvent être mis à disposition du CPMM de Rouen pour l'entraînement à l'ordre serré et le stationnement des véhicules personnels des militaires du Centre de Préparation Militaire Marine.

Les locaux mentionnés précédemment ne comprennent pas de matériel.

La mise à disposition est accordée à titre strictement personnel et ne peut faire l'objet de cession d'aucune sorte. De même, toute sous location partielle ou totale des locaux est interdite.

Ponctuellement, le SDIS 76 pourra, avec l'accord du CPMM, utiliser les locaux mis à disposition pour ses besoins propres.

ARTICLE 3 – Définition des utilisateurs et accès

Les utilisateurs sont les militaires du CPMM et les stagiaires de la préparation militaire en cours.

L'accès aux locaux mis à disposition est réservé aux personnels préalablement identifiés, pendant la durée de validité de la convention.

ARTICLE 4 - Utilisation des biens mis à disposition

Les modalités pratiques de la mise à disposition des locaux et notamment les jours et heures seront préalablement définies conjointement avec le Chef du Centre d'Incendie et de Secours (CIS) de Rouen Gambetta, afin de ne pas interférer dans l'activité principale du CIS et de permettre la planification et le déroulement dans les meilleures conditions.

Le CPMM s'engage à remettre, avant chaque session, un planning prévisionnel d'occupation des locaux au Chef du CIS Rouen Gambetta.

Le CPMM ne pourra employer les locaux et biens mis à disposition à un autre usage que celui auquel ils sont destinés.

Le SDIS se réserve le droit d'annuler, dans l'urgence, des utilisations programmées dans l'intérêt du SDIS.

ARTICLE 5 - Obligations et Engagements des parties

Le CPMM est responsable du bon déroulement de l'utilisation des locaux. Les utilisateurs veillent au bon état des locaux mis à disposition ainsi qu'au respect des règles d'hygiène et de sécurité et du règlement intérieur en vigueur.

Les locaux existants ne devront faire l'objet d'aucune dégradation. En cas de dégradations, le CPMM de Rouen supportera le coût de la remise en état des biens et locaux mis à sa disposition.

L'entretien courant des locaux mis à disposition est assuré par les personnels du CPMM de Rouen.

ARTICLE 6 – Dispositions financières

En application de l'article L. 2125-1 – 3° du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, la mise à disposition des locaux est effectuée à titre gratuit.

Néanmoins, le CPMM participe aux charges d'entretien générées par son occupation (eau, gaz, électricité). Le montant des charges est fixé forfaitairement à 400 € par session de Préparation Militaire Marine (soit 13 week-ends)

Le CPMM de Rouen s'acquittera du titre de recette émis par le SDIS correspondant au forfait des charges dès réception.

ARTICLE 7 – Dispositions administratives

Le CPMM prendra les locaux dans l'état dans lequel ils se trouvent au moment de l'entrée en possession.

Un état des lieux d'entrée contradictoire sera établi entre les deux parties lors de la prise en compte des locaux. Un état des lieux de sortie contradictoire sera également établi entre les deux parties lors de la restitution des locaux mis à disposition à l'achèvement de la présente convention.

Les améliorations apportées par le CPMM aux locaux ne donneront aucun lieu à indemnisation par le SDIS 76.

ARTICLE 8 - Entrée en vigueur, renouvellement et fin de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature et sa validité est d'un an.

Le renouvellement des présentes interviendra par reconduction expresse, sans pouvoir excéder une durée totale de 3 années.

Chacun des cocontractants peut également, mettre unilatéralement fin à la présente convention en cours d'année, par courrier recommandé avec accusé de réception. Dans cette hypothèse, la convention prend fin de droit à la fin de la PMM en cours.

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations moyennant un préavis de 15 jours.

Enfin, le SDIS conserve pour sa part la faculté de résilier les présentes pour tout motif d'intérêt général.

ARTICLE 9 - Avenant à la convention

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux fixés dans la convention.

ARTICLE 10 - Assurance et Responsabilité

Le CPMM s'engage à fournir au SDIS une attestation Garantie Responsabilité Civile.

Le CPMM est responsable vis à vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, engendrés du fait de son activité dans les lieux.

La responsabilité du SDIS ne saurait être recherchée pour tout accident intervenant dans les locaux mis à disposition des formateurs et stagiaires du CPMM.

Le CPMM s'engage à prendre en charge les dégâts matériels qui seraient commis pendant le temps d'utilisation, tant sur le bâtiment que sur le matériel.

Lors d'utilisation ponctuelle pour ses besoins propres, le SDIS 76 s'engage à prendre en charge les dégâts qui seraient commis sur le matériel.

ARTICLE 11 - Règlement des litiges et attribution de compétence

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des stipulations de la présente convention, les cocontractants s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à YVETOT, le

**Le Président du Conseil
d'Administration du SDIS,**

Monsieur André Gautier

Commandant de la Marine au Havre,

**Capitaine de Vaisseau Eric
Preud'homme,**

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**AUTORISATION DE MANŒUVRE DES VEHICULES
NECESSAIRES A LA COLLECTE DE DECHETS**

Le 06 juin 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 mai 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *le code général de la propriété des personnes publiques,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.*

*

**

La Communauté de communes Caux Seine Agglo est chargée, au titre de l'article 7-6 de ses statuts tels qu'approuvés par arrêté préfectoral du 24 novembre 2017, de la collecte des déchets ménagers et assimilables.

Dans le cadre de cette collecte, Caux Seine Agglo ou son délégataire a besoin de procéder à une manœuvre dans la caserne de Lillebonne pour éviter une manœuvre dangereuse sur la voirie en présence de piétons et de véhicules.

Aussi, il vous est proposé d'autoriser le président à signer la convention jointe en annexe qui définit les modalités d'une telle manœuvre, ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

AUTORISATION DE MANOEUVRE DES VEHICULES NECESSAIRES

A LA COLLECTE DES DECHETS

Entre

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (SDIS76), dont le siège est situé à 6 rue du Verger, CS 40078 à Yvetot (76192), représenté par son Président, **Monsieur André GAUTIER**, dûment habilité,

Ci-après désignée par les termes « Le SDIS76 »,

D'une part,

Et

Caux Seine agglo dont le siège est à LILLEbonne Seine-Maritime, 76170, Maison de l'Intercommunalité, Allée du Câtillon, créée en application de la loi d'orientation n°92-125 du 6 février 1992, et d'un arrêté de Monsieur le Préfet du Département de Seine Maritime en date du 23 décembre 2015, inscrite au répertoire prévu par le décret n°73-314 du 14 mars 1973, modifié, portant création d'un système national d'identification et d'un répertoire des entreprises et de leurs établissements sous le numéro SIREN 200 010 700, représentée par **Monsieur Jean-Claude WEISS**, Président, élu à cette fonction suivant la délibération D.151/04-14 du Conseil communautaire en date du 17 avril 2014, et spécialement habilité à agir aux présentes en vertu de la décision 34/02-18 en date du 12 février 2018, visée par la Sous-Préfecture du HAVRE, le 13 février 2018,

Ci-après désignée par les termes « Caux Seine agglo »

D'autre part.

PREAMBULE

Caux Seine agglo, est chargée au titre de l'article 7-6 de ses statuts tels qu'approuvés par arrêté préfectoral du 24 novembre 2017 de la collecte des déchets ménagers et assimilables.

Dans le cadre de cette collecte, Caux Seine agglo ou son mandataire a besoin de procéder à un demi-tour dans la caserne de LILLEBONNE (76170).

Il y a donc lieu d'en prévoir les conditions d'exécution.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles les véhicules nécessaires à la collecte des déchets ménagers sur le territoire de Caux Seine agglo ont besoin de faire un demi-tour dans l'enceinte de la caserne de LILLEBONNE (76170).

Article 2 : Engagements du SDIS 76

Par la présente convention, le SDIS76 autorise les véhicules de Caux Seine agglo ou de son mandataire à procéder à un demi-tour dans l'enceinte de la caserne de LILLEBONNE (76170) dans le cadre de la collecte des déchets.

Cette manœuvre s'effectue le lundi matin entre 6h et 10h, et exceptionnellement le mardi en cas de jour férié.

Le SDIS76 s'engage à informer Caux Seine agglo en cas de réduction de l'aire de demi-tour rendue nécessaire pour une quelconque raison et à apporter toute vigilance afin qu'un stationnement gênant n'entrave pas cette manœuvre.

Article 3 : Engagements de la CVS

Caux Seine agglo, ou son mandataire, s'engage à ne pas entraver la mission du SDIS76 lors de la manœuvre dans l'enceinte de la caserne de LILLEBONNE (76170). Cette autorisation n'exonère pas Caux Seine agglo ou son mandataire en charge de la collecte de leur obligation de sécurité.

Article 4: Modalités financières

La présente autorisation au profit de Caux Seine agglo ou son mandataire est consentie à titre gratuit.

Article 5 : Entrée en vigueur / Durée

La présente convention entre en vigueur à compter du 14 mai 2018 jusqu'au 31 décembre 2024 renouvelable pour 6 ans par décision expresse, notifiée 1 mois avant le terme de la présente convention.

Article 6 : Assurance - Responsabilité

Caux Seine agglo ou son mandataire déclare avoir souscrit auprès d'une compagnie notoirement solvable une assurance de responsabilité civile couvrant d'une manière suffisante la responsabilité qu'elle peut encourir vis-à-vis des tiers à l'occasion des accidents corporels et matériels pouvant survenir du fait de son activité.

Le SDIS76 s'engage à informer Caux Seine agglo de tous dysfonctionnements ou situations dangereuses liés à cette autorisation.

Article 7 : Intégralité de la convention

La présente convention exprime l'intégralité des obligations des Parties.

Aucun document ne peut engendrer d'obligation au titre des présentes s'il n'est l'objet d'un avenant signé par les Parties.

Article 8 : Non-Validité Partielle

Si une ou plusieurs dispositions des présentes sont tenues pour non valides par une loi ou un règlement, ou déclarées telles par décision définitive d'une juridiction compétente, elles sont réputées non écrites, les autres dispositions des présentes gardant toute leur force et leur portée.

Article 9 : Permanence des clauses

Le fait que l'une des Parties n'ait pas exigé l'application d'une disposition quelconque de la présente convention, et que ce soit de façon permanente ou temporaire, ne pourra en aucun cas être considéré comme une renonciation aux droits de cette Partie découlant de ladite disposition.

Article 10 : Modification de la convention

Les dispositions de la présente convention pourront être modifiées à la demande de l'une ou l'autre des parties. Dans ce cas, les clauses en vigueur demeureront intégralement applicables jusqu'à la date d'accord des parties sur les nouvelles dispositions.

Toute disposition non prévue, modification ou prorogation devra faire l'objet d'un avenant signé dans les mêmes formes.

Article 11 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de ses obligations, l'autre partie pourra, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet pendant 15 jours calendaires, résilier de plein droit la présente convention, par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

A la fin de l'usage de la présente convention pour la collecte, la convention pourra être résiliée par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception sous respect d'un préavis d'un mois.

Rattachée à la décision 34/02-18**Article 12 : Litiges**

A défaut d'accord amiable que les Parties s'efforceront de privilégier, les différends portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Rouen.

Fait à LILLEBONNE, le

En 2 exemplaires originaux

Caux Seine agglo
Le Président

Jean-Claude WEISS

Le SDIS76
Pour le Président,
Et par délégation,
Le Directeur départemental,

André GAUTIER

N°2018-BCA-47

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE PARTENARIAT POUR UNE CLASSE
DE CADET-TE-S DE LA SECURITE CIVILE**

Le 06 juin 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 mai 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- le code de l'éducation,
- le code général des collectivités territoriales,
- le code de la sécurité intérieure,
- la loi n°96-370 modifiée du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 modifiée de modernisation de la sécurité civile,
- la circulaire n°2002-119 du 29 mai 2002 « Plan particulier de mise en sûreté face aux risques majeurs »,
- la circulaire n°2006-085 du 24 mai 2006 « Education à la responsabilité en milieu scolaire »,
- la circulaire du ministre de l'intérieur relative aux orientations en matière de sécurité civile du 26 mai 2015,
- la circulaire du Ministère de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche relative à la mise en œuvre du programme des cadet-te-s de la sécurité civile au sein des établissements scolaires du 8 décembre 2015,
- la convention de partenariat entre le Sdis 76 et l'Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime du 29 août 2012,
- la convention cadre de partenariat entre le Ministère de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et le Ministère de l'Intérieur du 18 juin 2015,
- la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau.

*

**

Dans le cadre du partenariat entre le Ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et le Ministère de l'intérieur, visant à mettre en œuvre un programme de classes de cadet-te-s de la sécurité civile, le Service départemental a constitué un groupe de travail afin de mettre en place le dispositif à la rentrée scolaire 2018.

Madame la Préfète et Madame la Directrice d'Académie ont désigné le Collège Fontenelle de Rouen pour accueillir la première classe expérimentale dont les modalités de fonctionnement sont définies dans le projet de convention joint au présent rapport.

Aussi, il vous est proposé d'approuver les termes de cette convention et d'autoriser le président à la signer, ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER



PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE
PRÉFET
DE LA SEINE-MARITIME



CONVENTION DE PARTENARIAT CADET-TE-S DE LA SECURITE CIVILE

CLASSE EXPERIMENTALE
COLLEGE FONTENELLE DE ROUEN

Année Scolaire 2018-2019



CONVENTION DE PARTENARIAT CADET-TE-S DE LA SECURITE CIVILE

Entre les signataires,

**le Service Départemental d'Incendie et de Secours de Seine-Maritime
représenté par Monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'administration,
dûment habilité par la délibération du conseil départemental du 24 avril 2015
portant élection des représentants du département au conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime**

ci-après dénommé le «SDIS76»,

et,

**le Collège Fontenelle,
représenté par son Principal, Monsieur Philippe HENROT
20 rue de Requis 76000 ROUEN**

ci-après dénommé «le Collège Fontenelle».

et,

**l'Union départementale des sapeurs-pompiers
de la Seine-Maritime
représentée par son Président, le Commandant Hervé TESNIERE
2bis rue du Colonel Trupel 76190 YVETOT**

ci-après dénommée l' « UDSP 76 »

Sous le haut patronage de :

- Madame Fabienne BUCCIO, Préfète de la Région Normandie, Préfète de la Seine-Maritime,
- Madame Catherine BENOIT-MERVANT, Inspectrice Académique, Directrice Académique des Services de l'Education Nationale,
- Monsieur Pascal MARTIN, Président du Conseil départemental de la Seine-Maritime.

Vu :

- le code de l'éducation,
- le code général des collectivités territoriales,
- le code de la sécurité intérieure,
- la loi n°96-370 modifiée du 3 mai 1996 relative au développement du volontariat dans les corps de sapeurs-pompiers,
- la loi n°2004-811 du 13 août 2004 modifiée de modernisation de la sécurité civile,
- la loi n°2013-595 du 8 juillet 2013 d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République,
- la circulaire n°2002-119 du 29 mai 2002 « Plan particulier de mise en sûreté face aux risques majeurs »,
- la circulaire n°2006-085 du 24 mai 2006 « Education à la responsabilité en milieu scolaire »,
- la circulaire du ministre de l'intérieur relative aux orientations en matière de sécurité civile du 26 mai 2015,
- la circulaire du Ministère de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche relative à la mise en œuvre du programme des cadet-te-s de la sécurité civile au sein des établissements scolaires du 8 décembre 2015,
- la convention de partenariat entre le Sdis 76 et l'Union Départementale des Sapeurs-Pompiers de la Seine-Maritime du 29 août 2012,
- la convention cadre de partenariat entre le Ministère de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et le Ministère de l'Intérieur du 18 juin 2015,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

Il y a aujourd'hui, de la part des citoyens une grande exigence en termes de sécurité qui est légitime tant les risques et menaces sont multiples et variés (accidents de la vie courante, du travail, actes d'incivilité, risques naturels et technologiques, actes de terrorisme, ...) dans une société qui évolue en permanence.

Cette culture de la prévention de la sécurité doit s'acquérir dès l'adolescence ; c'est pour cela que l'article L 312-13-1 du Code de l'éducation énonce que « Tout élève bénéficie dans le cadre de sa scolarité obligatoire, d'une sensibilisation à la prévention des risques et aux missions des services de secours ainsi que d'un apprentissage des gestes élémentaires de premier secours ».

Le développement d'une véritable culture de la préparation et de la réponse aux risques et aux menaces constitue un vecteur privilégié de l'apprentissage de la citoyenneté.

La loi n°2004-811 du 13 août 2004 modifiée de modernisation de la sécurité civile et notamment dans son annexe « orientation de la politique de la sécurité civile », il est précisé que « la sécurité civile est l'affaire de tous. Tout citoyen y concourt par son comportement. Une véritable culture de la préparation aux risques et aux menaces doit être développée. »

L'Etat entend apporter une réponse à la multiplication et à la diversification des types d'accidents, des catastrophes et des sinistres. Les multiples facettes du citoyen (victime, impliqué, témoin) sont au cœur du dispositif. Il doit être le premier acteur de sa propre sécurité. La sécurité civile est alors un enjeu majeur de politique.

Ainsi, la création des cadet-te-s de la sécurité civile s'inscrit dans le cadre de la promotion des valeurs de la République et des démarches citoyennes. Elle va au-delà d'une simple sensibilisation et répond à cette exigence de l'Etat, rappelée par la circulaire du 26 mai 2015 du ministre de l'intérieur relative aux orientations en matière de sécurité civile et s'inscrit dans l'esprit du plan de grande mobilisation de l'école pour les valeurs de la République de janvier 2015.

Les objectifs principaux de ce projet sont :

- favoriser une culture de la sécurité civile ;
- sensibiliser aux comportements de prévention ;
- développer un sens civique chez les jeunes élèves ;
- reconnaître les cadet-te-s comme assistants de sécurité lors des exercices d'évacuation ou de confinement (PPMS) ;
- favoriser l'engagement ultérieur des élèves au sein de la sécurité civile.

En Seine-Maritime, le projet de création d'un dispositif de cadet-te-s de la sécurité civile est porté par la Préfecture de la Seine-Maritime, le Conseil Départemental de la Seine-Maritime, l'Académie de Rouen, le Sdis 76, et le Collège Fontenelle de Rouen en partenariat avec l'Union Départementale des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime (UDSP 76).

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir et préciser les modalités de fonctionnement de la classe de cadet-te-s de la sécurité civile du Collège Fontenelle.

TITRE I – Dispositions générales :

Article 2 – Modalités d'actualisation de la convention

La présente convention peut être actualisée ou modifiée d'un commun accord, par voie d'avenant, à la demande de l'un des signataires.

Article 3 – Entrée en vigueur de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de signature et jusqu'à la fin de l'année scolaire 2018-2019, soit le 6 juillet 2019.

Une évaluation du dispositif est réalisée chaque fin d'année scolaire, conjointement avec le Directeur départemental du Sdis76 et le principal du Collège Fontenelle ainsi que l'ensemble de l'équipe pédagogique du Groupement Sud du Sdis 76 et

de l'établissement scolaire. Elle permettra de décider de la poursuite ou non du dispositif et d'apporter des ajustements si nécessaire.

Cette évaluation, rédigée conjointement par les services du Sdis 76 et la Direction des services départementaux de l'Education Nationale et du Collège Fontenelle, fera l'objet d'un envoi en Préfecture de Seine Maritime, au Conseil Départemental de Seine Maritime, et à l'Udsp 76.

Le renouvellement de la présente convention sera assujéti à l'accord des signataires pour une durée d'année scolaire. Il devra intervenir avant le dernier jour de classe de l'année scolaire en cours.

Article 4 – Suspension de la convention

En cas de force majeure, de circonstances graves ou exceptionnelles ou pour des raisons affectant la continuité du service public d'incendie et de secours, chacun des cosignataires peut unilatéralement suspendre l'application de la présente convention pour une durée maximale de deux mois. Cette suspension est de droit après l'information de l'autre partie par courriel. Elle est confirmée sans délai par courrier recommandé avec accusé de réception.

Toute suspension aura pour conséquence un report des sessions programmées sur cette période dans la limite de l'année scolaire en cours.

Article 5 – Modalités de rupture de la convention

La présente convention pourra être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception, en cas d'inexécution par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations moyennant un préavis de deux mois.

Titre II – Dispositions relatives aux élèves « Cadet-te-s de la Sécurité Civile »

Article 6 – Elèves concernés

Ce projet citoyen est réservé aux élèves de 4^{ème} générale inscrits dans le cadre de la « classe projet » et des élèves de 4^{ème} SEGPA (Section d'Enseignement Général et Professionnel Adapté) du Collège Fontenelle.

Inscrit sur la base du volontariat après une information donnée par le Sdis 76, l'élève, disposant de l'autorisation parentale valant inscription, signe « la charte » où il s'engage à respecter les règles de fonctionnement du groupe de cadet-te-s de la Sécurité Civile. Il se verra alors remettre une chasuble l'identifiant comme « cadet-te-s de la Sécurité Civile ».

Le groupe sera composé de 20 élèves maximum en veillant à respecter un juste équilibre en termes de mixité. La sélection des élèves est à l'appréciation du Collège Fontenelle. Toutefois, dans le cas où il y aurait un grand nombre de volontaires, le Sdis76 peut assister le Collège Fontenelle dans cette sélection.

Article 7– Objectifs de la formation

Le programme doit offrir aux jeunes la possibilité d'un véritable engagement, en leur permettant de vivre des expériences enrichissantes, de se sentir intégrés dans un projet de vie solidaire, de développer un sentiment d'appartenance à un objectif qui accroît la confiance en soi et développe le sens des responsabilités.

L'engagement doit leur permettre d'acquérir les réflexes citoyens (entraide, solidarité, dévouement) dans le domaine de la sécurité et susciter l'éveil de possibles vocations dans ce domaine. Il peut constituer une étape dans la construction d'une future vie personnelle et professionnelle.

Cette formation doit aider et motiver l'élève durant sa scolarité afin qu'il donne le meilleur de lui-même et qu'il soit reconnu dans l'engagement qu'il a contracté.

Cette formation se présente pour l'élève comme une option suivie durant toute l'année scolaire. La formation déclinée avec les spécificités locales s'appuie sur les objectifs suivants :

- **Connaître son environnement, les risques et leur gestion (culture du risque) :**
 - ✓ l'analyse de son environnement, des risques (vulnérabilité) et de leur gestion avec notamment un travail d'analyse sur le terrain et de recherche à l'aide d'outils numériques,
 - ✓ les bons réflexes.
- **Etre acteur de la sécurité civile et s'investir au sein de l'établissement scolaire (culture de la sécurité civile) :**
 - ✓ la sécurité civile et ses évolutions au cours du temps,
 - ✓ la connaissance des acteurs de la sécurité civile, leur rôle, leurs compétences et leur champ d'action,
 - ✓ une formation aux gestes de premiers secours (PSC 1),
 - ✓ une initiation à la sécurité incendie au sein de l'établissement scolaire.
- **Participer à la diffusion de la culture de sécurité civile :**
 - ✓ valoriser l'image des acteurs de la sécurité civile,
 - ✓ partager les valeurs des sapeurs-pompiers,
 - ✓ favoriser l'engagement des jeunes au sein de la sécurité civile,
 - ✓ une participation au devoir de mémoire favorisant la solidarité (exposés, recherches, événements relatifs à la construction mémorielle autour de personnages historiques).

Les compétences développées lors de la formation permettent aux jeunes de :

- ✓ faire preuve de responsabilité vis-à-vis d'autrui,
- ✓ comprendre l'environnement, les risques, les menaces et les enjeux des « risques majeurs,
- ✓ réfléchir aux responsabilités individuelles et collectives,
- ✓ identifier les risques et mettre en œuvre une conduite à tenir ou un comportement approprié,
- ✓ réaliser les gestes de premiers secours,
- ✓ maîtriser le principe de prévention et de lutte contre les incendies,
- ✓ agir pour faciliter l'intervention des acteurs du secours,
- ✓ intégrer et faire partager les valeurs de la République Française et des sapeurs-pompiers,
- ✓ agir pour favoriser l'engagement des jeunes sapeurs-pompiers, de cadet-te-s de la sécurité civile et des sapeurs-pompiers volontaires.

Article 8 – Reconnaissance et valorisation de l'engagement

A l'issue de sa formation, le jeune reçoit une attestation de formation « Cadet-te-s de la Sécurité Civile » et un certificat de Premiers Secours Civique de niveau 1 (PSC 1).

Cet engagement est notamment valorisé au travers d'une inscription au livret scolaire de l'élève (LSUN) et dans l'application Folios.

Titre III – Dispositions relatives au fonctionnement de la classe de Cadet-te-s

Article 9 – Les engagement du Sdis 76

Le Directeur départemental du Sdis 76 est l'interlocuteur du Principal du Collège Fontenelle pour tout ce qui concerne la mise en œuvre générale de la convention.

Le projet est porté par une équipe de sapeurs-pompiers du Groupement territorial Sud composée au minimum d'un officier de sapeur-pompier professionnel, titulaire des unités de valeurs de formateur et de plusieurs sapeurs-pompiers formateurs. Ces derniers peuvent être sollicités auprès de l'Union départementale des sapeurs-pompiers de Seine-Maritime au besoin.

L'officier sapeur-pompier est l'interlocuteur du professeur référent désigné par le Collège Fontenelle pour tout ce qui concerne la mise en œuvre pédagogique du groupe des Cadet-te-s.

Le Centre d'Incendie et de Secours de Rouen-Gambetta accueillera dans ses locaux le groupe de cadet-te-s en fonction du contenu pédagogique des sessions de formation.

Le Sdis76 mettra à disposition du groupe des Cadet-te-s le matériel pédagogique spécifique aux sessions sous réserve des nécessités opérationnelles et de service à titre gracieux.

La mise à disposition de l'équipe de formation du Groupement territorial Sud, ainsi que des locaux du Cis Rouen-Gambetta se font à titre gracieux.

Le Service départemental prend en charge le repas des élèves et des encadrants lors de l'accueil du groupe dans le cadre de la visite du CODIS.

Article 10 – Les engagements du Collège Fontenelle

Le Principal du Collège Fontenelle est l'interlocuteur principal du Directeur départemental du Sdis 76 pour tout ce qui concerne la mise en œuvre générale de la convention.

L'équipe pédagogique du Collège Fontenelle est composée au minimum du référent désigné par le Collège et de plusieurs professeurs si besoin.

Le référent désigné par le Collège Fontenelle est l'interlocuteur de l'officier sapeur-pompier pour tout ce qui concerne la mise en œuvre pédagogique du groupe des Cadet-te-s.

Le Collège Fontenelle accueillera dans ses locaux le groupe de cadet-te-s autant que nécessaire pour le contenu pédagogique des sessions de formation. Il veillera à assurer la disponibilité des locaux et du matériel nécessaire au bon déroulement de la session.

La mise à disposition de l'équipe pédagogique, des locaux et des moyens est faite à titre gracieux.

L'organisation ainsi que le mode de transport des élèves relatifs aux différentes sessions nécessitant un déplacement reste à la charge totale du Collège Fontenelle.

Article 11 – Le partenariat avec l'Union Départementale des Sapeurs-pompiers de la Seine Maritime

L'Udsp 76 fournit gracieusement le nombre de chasubles nécessaires (maximum 20) destinées à identifier les cadet-te-s.

L'Udsp 76 assure l'assistance, par la mise à disposition à titre gracieux d'un sapeur-pompier agréé, du formateur PSC1 de l'établissement scolaire.

Article 12 – Programme pédagogique et déroulement

Le programme pédagogique établi avec le Collège Fontenelle et le Sdis 76 comporte 17 sessions réparties selon le programme joint en annexe.

Les sessions se déroulent hors vacances scolaires, le mardi de 15 heures 30 à 17 heures 30 après la classe au rythme d'une semaine sur deux sauf sessions spécifiques désignées au programme joint en annexe.

Toutes les sessions seront composées au minimum d'un formateur sapeur-pompier et d'un professeur du Collège Fontenelle. Ils utiliseront les fiches thématiques rédigées par les différents intervenants en adéquation avec le cadre des compétences attendues.

La formation PSC 1 est assurée par un formateur certifié par l'Education nationale qui sera assisté d'un sapeur-pompier mis à disposition par l'Udsp 76.

Des activités, des mises en situation, des sorties et des travaux de groupe viennent favoriser la cohésion et l'entraide.

Article 13 – Responsabilité

En leur qualité de signataires de la présente convention, le Sdis76, l'Udsp 76 et le Collège Fontenelle demeurent civilement responsables au titre de l'article 1240 et suivants du code civil de tout dommage pouvant survenir dans le cadre de cette convention.

Le Sdis76, l'Udsp 76 et le Collège Fontenelle contractent toute assurance nécessaire à l'application de la présente convention afin de garantir leur responsabilité civile ainsi que tout risque lié à l'exercice des différentes activités réalisées dans le cadre des mises à disposition de locaux, de matériels, de véhicules et de personnels (risques de vol, de détérioration involontaire ou volontaire, de perte, etc.)

Article 14 – Règlement des litiges

Dans l'hypothèse d'un litige lié à l'application des obligations de la présente convention, les cosignataires s'engagent à rechercher une solution amiable de règlement, préalablement à toute saisine du tribunal administratif de Rouen.

Rouen, le

Les Signataires

Le Président du Conseil d'Administration
du Service d'Incendie
et de Secours de la Seine Maritime

Le principal du Collège Fontenelle

Monsieur André GAUTIER

Monsieur Philippe HENROT

Le Président de l'Union départementale
des sapeurs-pompiers de la Seine-Maritime

Commandant Hervé TESNIERE

Le haut patronage

La Préfète de la Région Normandie,
Préfète de la Seine-Maritime

Madame Fabienne BUCCIO

Monsieur le Président
du Conseil départemental de la Seine-Maritime

La Directrice Académique des Services
de l'Education Nationale

Monsieur Pascal MARTIN

Madame Catherine BENOIT-MERVANT

N°2018-BCA-48

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX POUR L'ORGANISATION
DU RESCOM 2018**

Le 06 juin 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 mai 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2017-CA-39.5 qui s'est réuni le 15 décembre 2017.*

*

* *

Les responsables de la communication des Services départementaux d'incendie et de secours (Sdis) de France réunis collectivement sous le titre de « Rescom » se sont retrouvés du jeudi 31 mai au vendredi 1^{er} juin 2018.

Le Rescom 2018 a compté près de 60 personnes et ont été accueillis pour l'occasion au CAMPUS EUROPE – ASIE de Sciences Po au Havre dont les locaux sont situés 77, rue bellot au Havre.

La signature de la convention jointe en annexe définit les modalités d'une telle organisation et vous est proposée pour régularisation.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention pour régularisation ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LOCAUX
CAMPUS EUROPE - ASIE
DE SCIENCES PO AU HAVRE
77, rue Bellot - 76600 Le Havre**

Entre les soussignées,

La **Fondation Nationale des Sciences Politiques (FNSP)**, fondation de droit privé, investie en vertu des dispositions de l'article 74 de la loi du 2 juillet 1998 de la gestion administrative et financière de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris (IEP de Paris), étant rappelé que les deux entités sont rassemblées sous le nom de "Sciences Po", domiciliée au 27, rue Saint Guillaume 75337 PARIS cedex 07, France, représentée par délégation par Florent Bonaventure, Directeur du campus du Havre.

Dénommée ci-après la "FNSP",
D'UNE PART,

Et le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime

Immatriculé sous le n° Siret : 28760001900049 – NAF : 8425Z

Adresse : 6, rue du Verger – 76192 Yvetot cedex

Représenté par Monsieur André GAUTIER, Président du conseil d'administration

Dénommée ci-après « SDIS de la Seine-Maritime »,
D'AUTRE PART,

Ci-après désignés ensemble les « Parties » et individuellement une « Partie ».

IL EST DONC CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

A l'occasion de la rencontre des responsables communication des SDIS de France, la FNSP met à disposition du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime qui l'accepte le local ci-après désigné afin d'accueillir les responsables de la communication des SDIS du jeudi 31 mai 2018 et du vendredi 1^{er} juin 2018.

Cette manifestation se déroulera de 9h à 16h30 premier jour et de 9h à 14h le second.

ARTICLE 1 – DESCRIPTION

La FNSP met à disposition du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, qui l'accepte, les locaux suivant situés au sein du campus du Havre, 77 rue Bellot, 76600 Le Havre :

- Amphithéâtre désigné « Grand amphithéâtre » situé au rez-de-chaussée, présentant une capacité d'accueil de 250 places assises, ainsi que la régie son et lumière, pendant la durée de l'évènement (deux jours).
- 2 salles sous-commission

Le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime déclare connaître parfaitement les lieux et les accepte dans l'état dans lequel ils se trouvent.

ARTICLE 2 – DESTINATION

Les locaux prêtés sont destinés exclusivement à l'usage des activités présentées en préambule de la présente convention.

Cette destination des lieux devra être respectée pendant toute la durée de la mise à disposition.

Le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime devra occuper les lieux loués par elle-même, paisiblement, conformément aux articles 1728 et 1733 du Code de Commerce.

ARTICLE 3 – DUREE

La présente convention est conclue uniquement pour les journées du jeudi 31 mai 2018 et du vendredi 1^{er} juin 2018.

La convention prendra fin de plein droit à l'arrivée du terme, nonobstant l'absence de congé donné, le service départemental d'incendie et de secours devra restituer les lieux libres de toute occupation pour la date d'expiration de ladite convention.

ARTICLE 4 – OCCUPATION - JOUISSANCE

Le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime sera seul responsable de l'occupation des locaux prêtés sur les horaires suivants :

- Amphithéâtre désigné « Grand amphithéâtre » situé au rez-de-chaussée, présentant une capacité d'accueil de 250 places assises, ainsi que la régie son et lumière, pendant la durée de la rencontre (deux jours).
- 2 salles sous-commission (locaux situées au 77 rue Bellot au Havre)

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime devra utiliser le lieu exclusivement aux usages définis ci-dessus. Il ne pourra y exercer aucune autre activité de quelque nature que ce soit et sous quelque forme que ce soit sans l'accord préalable exprès de la FNSP.

Les participants à la journée d'études devront jouir du lieu, sans rien faire qui puisse nuire à la tranquillité des autres occupants éventuels et du voisinage et à la bonne tenue du lieu.

Le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime pourra faire usage des espaces communs du rez-de-chaussée du bâtiment dans la mesure strictement nécessaire au bon déroulement de ses activités.

Le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime s'engage à respecter, en toutes circonstances, le règlement intérieur du bâtiment.

ARTICLE 5 – ENTRETIEN, TRAVAUX, REPARATIONS

Le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime prend les locaux dans l'état dans lequel ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance et déclare les connaître parfaitement.

Le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime sera tenu des réparations incombant normalement à Sciences Po - campus du Havre, qui seraient rendues nécessaires par des dégradations survenues de son fait, ou du fait de son personnel ou de ses visiteurs, que ce soit dans les lieux objet de la présente mise à disposition ou dans d'autres parties de l'établissement.

A la fin de la mise à disposition, le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime devra remettre les locaux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance.

La FNSP ne pourra être rendue responsable des irrégularités ou des interruptions dans le service des eaux, de l'électricité, du téléphone, d'Internet ou dans tout autre service collectif analogue extérieur à l'immeuble.

ARTICLE 6 - ASSURANCES

Le SDIS 76 s'engage à fournir au locataire une attestation Garantie Responsabilité Civile. Le SDIS 76 est responsable vis à vis des tiers de tous accidents, dégâts et dommages de quelque nature que ce soit, engendrés du fait de son activité dans les lieux.

ARTICLE 7 - RESPECT DES PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES ET AUTRES

Le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime devra se conformer aux prescriptions, règlements et ordonnances en vigueur, notamment en ce qui concerne la voirie, la salubrité, la police, la sécurité, l'inspection du travail, de façon à ce que la FNSP ne puisse être ni inquiétée, ni recherchée.

Le service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime fera son affaire personnelle de tous dégâts causés aux lieux loués et des troubles de jouissance causés par les autres occupants de l'immeuble, les voisins ou les tiers et se pourvoira directement contre les auteurs de ces troubles sans que la FNSP puisse être recherchée.

ARTICLE 8 – CHARGES ET OBLIGATIONS

La location du « Grand Amphithéâtre », les deux salles de sous-commission sera facturée 450 € TTC au Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime.

L'entretien ménager des espaces mis à disposition sera effectué par l'équipe technique du campus de Sciences Po au Havre. Un dédommagement pourra être demandé par la FNSP au service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en cas de besoin de nettoyage supérieur à la normale.

ARTICLE 9 – JUGEMENT DES CONTESTATIONS

La présente convention est régie pour tout ce qui la concerne par le droit français.

Les Parties s'efforceront de trouver un règlement amiable aux éventuels litiges auxquels la présente convention pourrait donner lieu, concernant tant sa validité, son interprétation, son exécution, sa résiliation, leurs conséquences et leurs suites seront soumis à la compétence des tribunaux.

Fait à Yvetot en double exemplaire le 17 mai 2018,

Pour la FNSP,

Le Directeur du campus de
Sciences Po au Havre,
Florent Bonaventure

**Pour le service départemental d'incendie
et de secours de la Seine-Maritime,**

Le président du conseil d'administration
Monsieur André GAUTIER

N°2018-BCA-49

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**CONVENTION POUR LA MISE A DISPOSITION D'OVINS SUR LE SITE DE LA
DIRECTION DEPARTEMENTALE A YVETOT (ECO-PATURAGE)**

Le 06 juin 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 mai 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L2125-1 alinéa 2 relatif à l'autorisation d'occupation ou d'utilisation du domaine public à titre gracieux,*
- *la délibération du Conseil d'administration n°2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*
- *la délibération du Bureau du Conseil d'administration n°2017-BCA-12 du 1^{er} mars 2017 relative aux prestations d'entretien des espaces verts.*

*

**

Par délibération en date du 1^{er} mars 2017, le Bureau du conseil d'administration a acté la mise en œuvre de différents modes d'entretien des espaces verts des sites du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76), notamment :

- *l'entretien en interne, par les agents du Sdis ;*
- *l'entretien par des prestataires extérieurs (entreprises ou collectivités locales) ;*
- *l'entretien via la mise en œuvre d'un dispositif d'éco-pâturage.*

Concernant ce dernier mode, l'entretien se fait par des animaux (chèvres, ânes, moutons..., en fonction de la configuration des sites) et permet, via une gestion écologique, la préservation et le développement de la biodiversité.

A titre expérimental, le Sdis 76 a déjà mis en place ce type d'entretien sur le site de Tourville-la-rivière et une partie du site de la Direction (bassin d'orage), avec l'association Ökotop.

Cette expérimentation étant concluante, il est proposé d'étendre ce dispositif sur le site de la direction, via la conclusion d'une convention à titre gracieux avec M. BEUZELIN Matthieu pour la mise à disposition d'ovins sur une autre partie du terrain (Cf. plan joint à la convention), comprenant notamment :

- *la pose de la clôture (matériaux fournis par le Sdis) ;*
- *la mise à disposition ainsi que le suivi sanitaire de moutons ;*
- *l'entretien du terrain et de la clôture...*

La convention d'une durée initiale d'une année est renouvelable de façon expresse chaque année pour une durée maximale de 4 ans.

Il vous est donc proposé de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention entre le Sdis 76 et M. BEUZELIN dont le projet est ci-joint,
- autoriser le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le président du conseil d'administration,



André GAUTIER



**Sapeurs-Pompiers
de Seine-Maritime**

CONVENTION

MISE A DISPOSITION DE PARCELLES POUR LE FAUCHAGE OU LE PATURAGE

Il est convenu et arrêté ce qui suit entre :

D'une part

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, 6, rue du Verger 76190 YVETOT, propriétaire du terrain public, représenté par Monsieur André Gautier en sa qualité de président du conseil d'administration du SDIS 76 autorisé par la délibération n° ... du Bureau du Conseil d'Administration,

Ci-après désigné : le SDIS 76,

Et d'autre part :

Monsieur BEUZELIN Matthieu, demeurant au 800 rue de la vie 76560 ROUTES,

Ci-après désigné : Monsieur BEUZELIN Matthieu

Il est tout d'abord été exposé ce qui suit :

Il existe une volonté de travail entre les parties citées précédemment pour la mise en place d'une gestion écologique des parcelles concernées. La gestion écologique consiste en un pâturage extensif ou en un fauchage permettant de promouvoir la biodiversité du site.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

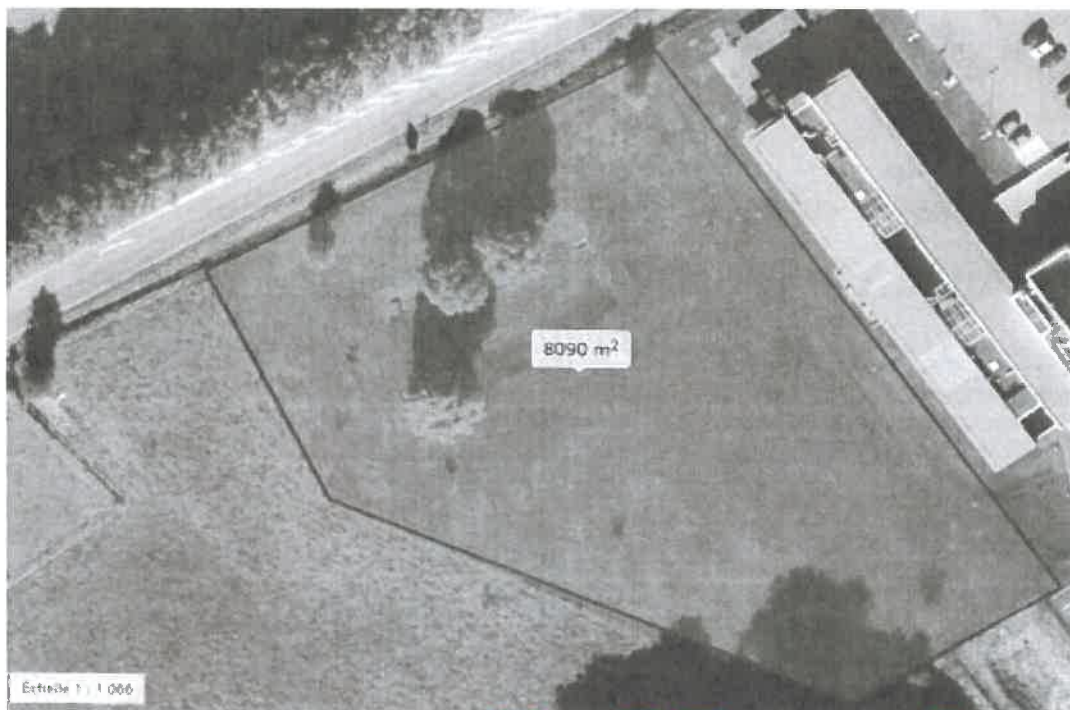
ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'obtenir l'accord et de définir les conditions de mise à disposition du terrain public du SDIS 76 pour la mise en œuvre d'une gestion écologique par fauche ou par pâturage, qui sera délégué à Monsieur BEUZELIN Matthieu.

Les actions à réaliser porteront sur le site de la direction départementale du service d'incendie et de secours de Seine-Maritime (DDSI), 6 rue du verger, CS 40078, 76192 YVETOT CEDEX.

Ainsi, Monsieur BEUZELIN Matthieu propose au SDIS 76 de mettre en œuvre une gestion écologique afin de préserver les habitats naturels, ainsi que la flore et la faune sauvage, du terrain public suivant : (voir plan ci-dessous) :

Commune	Lieu	Numéro de parcelle	Superficie (ha) approximative
Yvetot	SDIS	Parcelle Sdis Direction	0,7800



ARTICLE 2 : NATURE DES INTERVENTIONS AUTORISEES SUR LA PARCELLE

Les actions autorisées par le propriétaire sur son terrain sont les pâturages extensifs.

Type d'animaux autorisés par le SDIS 76 : ovins

Le SDIS 76 autorise Monsieur BEUZELIN Matthieu à définir les modalités techniques d'interventions, dans le respect des autorisations formulées ci-dessus.

Il met à la disposition de Monsieur BEUZELIN Matthieu les clés ou tout autre dispositif permettant l'accès au site, le temps de la présente convention (cf. article 7).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DES PARTIES

Chaque partie s'engage formellement à respecter les obligations inhérentes à la mise en œuvre de la convention.

Monsieur BEUZELIN Matthieu s'engage à :

- Poser une clôture (le matériel sera fourni par le SDIS 76 selon les préconisations de Monsieur BEUZELIN) ;
- A entretenir le terrain et la clôture en respectant les objectifs cités ci-avant ;
- A mettre à disposition des animaux et à assurer le suivi du troupeau ;
- A assurer le suivi sanitaire des animaux par un vétérinaire ;
- A mettre uniquement des animaux identifiés selon les règles en vigueur auprès de l'association régionale de l'identification du Cheptel de Haute-Normandie de délégataire de la Chambre d'agriculture (ARIC-HN) ;
- A protéger les arbres présents sur les parcelles pâturées ;

- A fournir un bac d'abreuvement pour les animaux ;
- A être identifié lors de ses passages sur le site par une tenue, gilet ou brassard ou se présenter à l'accueil lors des arrivées et départs du site ;
- A avertir 2 jours ouvrés avant, tous besoins de stationnement de véhicules en indiquant leur gabarit (VL ou PL), à proximité du terrain (réservation de place(s) de parking) sur gi.maintenance@sdis76.fr ;
- A assurer l'approvisionnement en eau.

Le SDIS 76 s'engage à :

- Garantir aux heures et aux jours ouvrés l'accès de la parcelle à Monsieur BEUZELIN Matthieu dans le cadre de la gestion écologique du site afin d'assurer les opérations de gestion ;
- Garantir en dehors des heures et jours ouvrés l'accès de la parcelle à Monsieur BEUZELIN Matthieu et aux vétérinaires pour les urgences animalières éventuelles. Ces derniers devront dans ce cas se manifester par l'interphone du Centre Opérationnel Départemental d'Incendie et de Secours (CODIS) à l'entrée du site pour entrer et sortir du site ;
- Autoriser Monsieur BEUZELIN Matthieu à réaliser des travaux d'aménagement, éventuellement nécessaires pour la mise en œuvre de la gestion envisagée (pose de clôtures, de portails, d'abreuvoirs, etc.) après concertation et avis favorable écrit du SDIS 76 ;
- Ne pas changer la vocation de la parcelle et ne pas réaliser de travaux annulant l'effet de l'intervention de Monsieur BEUZELIN Matthieu (constructions, affouillement du sol, boisement, brûlage de matériaux...).

ARTICLE 4 : APPLICATION

Monsieur BEUZELIN Matthieu tiendra le SDIS 76 informé des dates d'arrivée et de départ des animaux sur le site une semaine avant par courriel à gi.maintenance@sdis76.fr

ARTICLE 5 : COUTS ET CONTREPARTIE

Pour les parcelles appartenant au domaine public, conformément à l'article L2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CGPPP), la mise à disposition de la parcelle, ou de terrain public, et la mise en œuvre de la gestion écologique s'effectueront sans rémunération, l'intervention permettant d'assurer la conservation du domaine public.

ARTICLE 6 : RESPONSABILITE

La responsabilité du SDIS 76 est dérogée en cas d'accident survenant à Monsieur BEUZELIN Matthieu ou en cas de dommages provoqués par ce dernier.

La clôture fixe et les animaux sont à la responsabilité de Monsieur BEUZELIN Matthieu.

ARTICLE 7 : DUREE

La présente convention est conclue pour une période initiale de 1 an, à compter de sa date de notification.

La convention sera reconduite de façon expresse jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale de la convention, toutes périodes confondues, est 4 ans.

Le SDIS 76 doit se prononcer par écrit au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de la convention ; la reconduction de la convention est considérée comme refusée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

ARTICLE 8 : TRANSMISSIBILITE

La présente convention n'est pas transmissible à un tiers en cas de vente de la parcelle par le SDIS 76.

ARTICLE 9 : RESILIATION

Le SDIS 76 pourra résilier la convention à tout moment moyennant le respect d'un préavis de six mois adressé à Monsieur BEUZELIN Matthieu par lettre recommandée avec accusé réception.

Monsieur BEUZELIN Matthieu pourra résilier de plein droit, sans versement d'indemnité, la présente convention, et ce, à tout moment. Le SDIS 76 en sera averti par lettre recommandée au moins six mois avant la fin souhaitée de la convention sauf en cas d'urgence.

En cas de non-respect par l'une ou par l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou par l'autre partie à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure restée sans suite.

ARTICLE 10 : LITIGES

Les éventuels litiges seront soumis au tribunal compétent.

Fait le à Yvetot en 2 exemplaires.

Monsieur BEUZELIN Matthieu

Le SDIS 76

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

**NOUVELLE POLITIQUE IMMOBILIERE –
CONVENTION DE FINANCEMENT POUR LA RECONSTRUCTION
DU CIS DE FECAMP**

Le 06 juin 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 mai 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *l'instruction budgétaire et comptable M61 des services départementaux d'incendie et de secours,*
- *la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'Administration au Bureau,*
- *la délibération 2017-CA-32 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 15 décembre 2017 portant sur la Nouvelle Politique Immobilière.*

*

**

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis76) va procéder à la reconstruction du Centre d'incendie et de secours (CIS) de Fécamp.

Le montant total de l'opération (aménagement du terrain, réalisation des études et des travaux, acquisition des mobiliers) est estimé à 6 806 804 € TTC.

Suite aux négociations menées par le Président du Conseil d'administration, la ville de Fécamp et la communauté d'agglomération Fécamp Caux Littoral ont accepté d'intervenir au financement de cette opération.

Le terrain d'implantation du nouveau Cis sera apporté par la ville de Fécamp dans le cadre d'une cession à l'euro symbolique.

La communauté d'agglomération Fécamp Caux Littoral va accorder au Sdis76 une subvention d'investissement de 870 000 € pour participer au financement de la tranche travaux hors taxe de l'opération.

Il est proposé d'autoriser le Président à signer la convention jointe en annexe, qui précise les engagements de chaque partie, conformément à la convention type approuvée par le Conseil d'administration.

*

**

Sur le rapport remis sur table et après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier et autorisent le président à signer la convention ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER

**CONVENTION ENTRE LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE
SECOURS DE SEINE-MARITIME, LA VILLE DE FECAMP ET LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION FECAMP CAUX LITTORAL POUR LA
RECONSTRUCTION DU CIS DE FECAMP**

Entre :

**LE SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS DE LA
SEINE-MARITIME** dont le siège est situé 6, rue du Verger - CS 40078 - 76192 YVETOT
CEDEX,

Représenté par Monsieur André GAUTIER, agissant en qualité de Président du Conseil
d'Administration du Sdis et conformément à l'arrêté n°2015 / AGAJ – 53 portant désignation
du Président du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de
la Seine- Maritime,

Ci-après dénommé « Sdis76 »,

d'une part,

ET

LA VILLE DE FECAMP dont le siège est situé 1, place du Général Leclerc - 76 400
FECAMP,

Représentée par Madame Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, agissant en qualité
de Maire et conformément à la délibération du Conseil municipal en date du [] ou 1 autre
représentant,

Ci-après dénommée « La ville de Fécamp»,

ET

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION FECAMP CAUX LITTORAL,
dont le siège est situé 825, route de Valmont - 76 400 FECAMP,

Représentée par Madame Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK, agissant en qualité
de Présidente et conformément à la délibération du Conseil communautaire en date du [] ou
1 autre représentant,

Ci-après dénommée « La communauté d'agglomération»,

Ci-après désignées ensemble « les Parties»,

d'autre part,

Vu la délibération 2017-CA-32 du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 15 décembre 2017 portant sur la Nouvelle Politique Immobilière ;

Vu la délibération 2018-BCA-... du Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime en date du 2018 portant sur la reconstruction du Centre d'incendie et de secours (Cis) de Fécamp ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 – Objet de la convention

La présente convention définit les engagements des parties et prévoit les modalités de participation de la ville de Fécamp et de la communauté d'agglomération Fécamp Caux Littoral au financement de l'opération de reconstruction du Cis de Fécamp.

ARTICLE 2 – Terrain d'assiette et nature de l'opération

Le Sdis76 ne participera au financement des opérations qu'à la condition de maîtriser l'emprise foncière servant d'assiette aux travaux.

Le terrain qui est envisagé pour l'implantation du nouveau Cis de Fécamp (parcelles AW 169, AW 170, AW 171, BW 73 et CR 38 sous réserve des modifications d'arpentage) n'est actuellement pas la propriété du Sdis76. Il sera donc préalablement procédé à une cession à l'euro symbolique du terrain par la Ville de Fécamp au bénéfice du Sdis76. Celui-ci devra être viabilisé, nivelé, relié au réseau d'assainissement et dépollué, le cas échéant, par la ville de Fécamp. Il sera également libéré de ses occupants qui devront être relocalisés par les soins de la ville de Fécamp.

Cette opération vise à la reconstruction du Cis de Fécamp. Dans la classification de la nouvelle politique immobilière du Sdis76, ce Cis s'apparente à un bâtiment de type D intégrant les caractéristiques suivantes :

- accueil de sapeurs-pompiers professionnels et volontaires sur des gardes de 12 à 24h,
- présence de locaux à sommeil,
- présence d'une section de jeunes sapeurs-pompiers (JSP)
- présence de spécialités.

Il est visé une édification respectant les exigences de niveau bâtiment passif.

La maîtrise d'ouvrage est portée par le Sdis76.

Le montant total de cette opération est estimé à 6 806 804,00 € TTC tel que détaillé dans l'annexe financière jointe à la présente convention.

ARTICLE 3 – Montant de la subvention pour la tranche travaux

La subvention de la communauté d'agglomération pour la réalisation des actions visées à l'article 1^{er} s'élève au maximum à 870 000 €. La subvention s'élève donc à 20 % des dépenses prévisionnelles de la tranche de travaux hors taxes, plafonnées à 4 350 000 € HT.

Si le budget définitif de l'action subventionnée est supérieur au budget prévisionnel indiqué à l'alinéa 1^{er}, la subvention sera plafonnée au montant indiqué au premier alinéa du présent article.

Si le budget définitif de l'action subventionnée est inférieur au budget prévisionnel indiqué à l'alinéa 1^{er}, la subvention sera calculée au prorata du budget définitif.

ARTICLE 4 – Modalités de versement

La subvention sera versée sur un compte ouvert au nom du Sdis 76 qui s'engage à fournir un RIB de ce compte, dès la notification de la présente convention.

Elle sera appelée par la Sdis 76 dans les conditions suivantes :

- 3 acomptes au fur et à mesure du déroulement de la tranche travaux calculés sur la base du montant prévisionnel de cette tranche et sans pouvoir dépasser 75 % de la subvention d'équipement allouée,
- le solde sur présentation d'un état récapitulatif détaillé des dépenses réalisées (objet, numéro de mandat), conformément au projet défini à l'article 1^{er}, certifié exact par le Président du Conseil d'administration du Sdis ou son représentant.

Si le montant de subvention calculé au prorata des dépenses est inférieur au montant du ou des acompte(s) versé(s), un titre de recettes sera émis à l'encontre du Sdis 76 pour le montant trop perçu.

ARTICLE 5 – Engagements du Sdis 76

Le Sdis 76 s'engage :

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur,
- à solliciter la désignation d'un représentant unique pour la ville de Fécamp et la communauté d'agglomération, ayant vocation à intégrer le jury de désignation du Maître d'œuvre,
- à fournir, sur demande et au fur et à mesure du versement des acomptes de la subvention, tel que prévu à l'article 4, toutes pièces justificatives de l'utilisation de la subvention, conformément aux actions prévues à l'article 1^{er},
- à faciliter le contrôle par la ville de Fécamp et la communauté d'agglomération ou par toute autre personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,
- à conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans.

ARTICLE 6 – Communication

Le Sdis76 s'engage à valoriser le concours de la ville de Fécamp et de la communauté d'agglomération, notamment lors des opérations de communication externe, selon les modalités suivantes :

- intégration, de façon lisible et apparente, du logotype de la ville de Fécamp et de la communauté d'agglomération (signalétique ponctuelle ou permanente, panneaux de chantier, affiches, dossiers de presse, panneaux d'exposition, mailing, internet...),
- mention, lors de toute opération de communication relative au projet déterminé à l'article 1^{er} du soutien de la ville de Fécamp et de la communauté d'agglomération (pose de première pierre, inauguration, opération presse et de relations publiques notamment), invitation des représentants de la ville de Fécamp et de la communauté d'agglomération à ces opérations,
- prise de parole lors des opérations de communication susvisées, dans le respect du protocole républicain.

Le Sdis 76 autorise, par ailleurs, la ville de Fécamp et la communauté d'agglomération à citer le projet subventionné dans sa communication interne ou externe.

Le Sdis 76 s'interdit d'utiliser son image et celle de la collectivité dans tout domaine pouvant nuire à l'ordre public, aux bonnes mœurs et à l'image de la ville de Fécamp et de la communauté d'agglomération.

ARTICLE 7- Durée

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties. Elle prend fin à compter de l'encaissement du solde de la subvention accordée.

ARTICLE 8 - Avenants

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de l'article 1. Aucune entente verbale, ne peut lier les parties à cet effet.

ARTICLE 9 - Litiges

En cas de divergence résultant de l'application de la présente convention, une tentative de conciliation devra être recherchée par les parties, avec application du principe de droit, pour chacune d'elles, à faire valoir ses observations.

Si cette conciliation échoue, le différend pourra être porté devant les juridictions. Le Tribunal Administratif de Rouen est, en ce cas, le tribunal compétent.

Fait en trois exemplaires originaux, le

Madame l'Adjointe au Maire de Fécamp,

Pour le Service départemental d'incendie et
de secours de la Seine-Maritime,
Le Président du Conseil d'administration,

Dominique TESSIER

André GAUTIER

Madame la Présidente de la communauté
d'agglomération Fécamp Caux Littoral,

Marie-Agnès POUSSIER-WINSBACK

PROJET

DEPENSES	MONTANT TTC	% de l'opération totale	RECETTES	MONTANT	% de l'opération totale
Valeur foncière du terrain (suivant estimation France Domaine en cas de cession ou toute méthode d'évaluation en cas de cession antérieure)	192 420,00 €	2,83%	Apport de la Ville de Fécamp valorisé	392 420,00 €	5,77%
Frais de viabilisation (démolitions, applanissement du terrain, études de sol, dépollution, réseaux en bordure, etc...)	200 000,00 €	2,94%			
SOUS-TOTAL TRANCHE RELATIVE AU TERRAIN	392 420,00 €	5,77%	SOUS-TOTAL TRANCHE RELATIVE AU TERRAIN	392 420,00 €	5,77%
Etudes préliminaires/Frais de concours	79 200,00 €	1,16%	Communauté d'Agglomération Fécamp Caux Littoral	870 000,00 €	12,78%
Maîtrise d'œuvre et bureau d'études	873 182,00 €	12,83%	FCTVA (16,404% des dépenses de la tranche travaux TTC)	1 052 215,55 €	15,46%
Travaux (dont équipements)	5 218 139,00 €	76,66%	Conseil départemental (10% des dépenses de la tranche travaux HT)	534 532,00 €	7,85%
Divers et imprévues	243 863,00 €	3,58%	Participation du SDIS	3 957 636,45 €	58,14%
SOUS-TOTAL TRANCHE RELATIVE AUX TRAVAUX	6 414 384,00 €	94,23%	SOUS-TOTAL TRANCHE RELATIVE AUX TRAVAUX	6 414 384,00 €	94,23%
TOTAL DE L'OPERATION	6 806 804,00 €	100,00%	TOTAL DE L'OPERATION	6 806 804,00 €	100,00%

N°2018-BCA-51

- Membres théoriques :
5
- Membres en exercice :
5
- Membres présents :
3
- Votants :
3

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS
DE LA SEINE-MARITIME**

EXTRAIT DES DELIBERATIONS

SORTIE DE L'ACTIF – VENTE DE MATERIELS

Le 06 juin 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 18 mai 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 3 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

ETAIENT PRESENTS

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1^{er} Vice-Président
- Monsieur Gérard JOUAN, 3^{ème} Vice-Président

ETAIENT ABSENTS EXCUSES

- Madame Sophie ALLAIS, 2^{ème} Vice-Présidente
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Délibération affichée le :

et retirée de l'affichage le :

Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :

Vu :

- la loi n°2000-642 du 10 juillet 2000, portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques, supprimant le monopole des commissaires-priseurs,
- le code général des collectivités territoriales,
- l'instruction budgétaire et comptable M61 des Services départementaux d'incendie et de secours,
- la délibération du Bureau du conseil d'administration n° 2014-BCA-47 du 11 septembre 2014, approuvant le principe de ventes aux enchères des biens dépréciés ou inutilisés du Sdis 76,
- la délibération du Conseil d'administration n° 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,

*

**

Il vous est proposé de sortir du patrimoine du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (Sdis 76) les matériels énoncés ci-dessous.

Ces matériels seront pour l'essentiel mis en vente en ligne sur le site internet de la société Agora store.

MATERIEL MOBILE D'INCENDIE ET DE SECOURS

N° Inventaire comptable	Année	Article budgétaire	Marque-modèle	Immat.	Kms	Prix acquisition	Mise à prix de l'unité
2011000000126	2011	21561	VSAV MASTER 3	BW759QQ		69 168,10 €	Sans objet *
2014000000067	2014	21561	VSAV MASTER 3	DH907LT		66 884,10 €	2 000 € **

* Cédé à l'assurance pour destruction

** Procédure VGE (Véhicule gravement endommagé)

MATÉRIEL DIVERS

N° Inventaire comptable	Année	Article budgétaire	Matériel	Fournisseur	Prix d'achat unitaire	Mise à prix de l'unité
-	Avant 2000	-	Récupérateur d'huile	-	-	30 €
2007000000328	2007	21562	1 lot de 15 tuyaux incendie type A D 25mm L20 m	UGAP	1 208,80 €	100 €
2008000000193	2008	21531	3 Consoles et 3 alimentations	SYSTEL	2 894,32 €	800 €
2008000000193	2008	21531	6 Terminaux pupitre radio mobile - TEN	SYSTEL	1 243,79 €	500 €
2008000000193	2008	21531	3 PHIP Transmetteurs réseau	SYSTEL	2 484,16 €	800 €
2010000000168	2010	2183	2 Ecrans SAMSUNG	QUADRIA	0 €***	5 €
2010000000168	2010	2183	1 Ecran IIYAMA	QUADRIA	0 €***	5 €
2012000000063	2012	2183	4 Imprimantes Lexmark E460	UGAP	120,65 €	5 €
2013000000003	2013	2183	3 PC fixe HP Compacq 8300	UGAP	580,94 €	30 €
2014000000030	2014	21532	10 Tempo IP	SYSTEL	1 800,00 €	700 €

*** Valeur d'acquisition intégrée dans un ensemble poste informatique et écran.

*

**

Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.

Le président du conseil d'administration,


André GAUTIER